

Témoignage de Abdul RUZIBIZA



RUZIBIZA J-ABDUL

Birkenesveien, 62

4647 Brennåsen

NORVEGE

PS. : J'ai préféré donner ma photo ainsi que mon adresse actuelle afin d'éviter que mon témoignage ne soit pris pour un tract ou comme un témoignage donné par un vagabond sans adresse comme le Président Kagame l'a déclaré lors de sa dernière visite à Bruxelles

COMMUNIQUE DE PRESSE

Après l'assassinat des Présidents Habyarimana Juvénal du Rwanda et son homologue burundais Ntaryamira Cyprien, ainsi que neuf autres personnalités de nationalités différentes, rwandaise, burundaise et française, l'avion abattu étant civil et survolant la zone démilitarisée, tous les médias du monde, radios, télévisions et presse écrite, ont relayé cette information. Comme certains journalistes connaissaient mon adresse, ils ont cherché à faire la part des choses à propos de cet assassinat impliquant les militaires du Front Patriotique Rwandais, et moi-même en particulier. J'ai confirmé les informations.

Mais, vu comment une information peut être déformée au fur et à mesure qu'elle circule, il me semble opportun de préciser personnellement les informations que j'ai données aux enquêteurs à ce sujet, pour qu'elles ne soient pas déformées. Si j'ose parler aujourd'hui, c'est parce que je me trouve dans des conditions sûres au point de vue de la sécurité. A propos des enquêtes qui ont été diligentées, je ne suis pas un officier de justice. J'ai donné aux enquêteurs les informations en ma possession, d'autres ont dit également ce qu'ils savent à ce propos. Si j'ose parler c'est que mes collègues ne peuvent rien dire par crainte d'être éliminés par Kagame, ce ne serait pas la première fois.

Les raisons qui me poussent à parler c'est pour donner un témoignage à propos du génocide des Tutsi, et des massacres des Hutu pendant la guerre menée par le FPR/APR à laquelle j'ai pris part. Je voudrais par ailleurs contribuer à ce que les Rwandais et les populations des pays étrangers sachent réellement ce qui s'est passé pendant cette guerre, car la seule version des faits qui est connue est celle qui est donnée par le FPR. Au moment où nous commémorons le génocide de nos êtres les plus chers, il est essentiel que la vérité soit connue dix ans après que Kagame se soit auto-déclaré sauveur des Tutsi alors que c'est lui qui les a fait massacrer et qui nous a empêchés d'intervenir pour les sauver.

En annexe de ce communiqué je donne un témoignage afin de permettre au lecteur de savoir ce qui s'est passé réellement dans la zone que notre armée (FPR/APR) contrôlait. Ce témoignage permettra aux Rwandais qui pensent encore qu'ils ont été sauvés par un homme, de connaître la réalité de ce qui s'est passé. J'espère que mon témoignage pourra contribuer à la réconciliation des rwandais.

ABDUL RUZIBIZA

Sé

14-03-2004

TEMOIGNAGE DESTINE A MONTRER LES ERREURS COMMISES PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS ET LE FPR QUI ONT PERMIS LA POSSIBILITE D'UN GENOCIDE.

LE FPR-APR A-T-IL REELLEMENT SAUVE LES TUTSI COMME IL LE PRETEND ?

Suite à la publication du rapport d'enquête sur l'assassinat des Présidents Habyarimana Juvénal et Ntaryamira Cyprien et leurs suites respectives, les médias - dont j'ignore comment ils ont mis la main sur ce rapport détaillé - ont fait beaucoup de révélations.

En ce qui me concerne, je vais donner mon témoignage sur la manière dont le FPR et son armée APR se sont comportés car je fus membre aussi bien du FPR que de l'APR jusqu'à ce que je prenne le chemin de l'exil. Ce qui me pousse à parler c'est que dès la sortie dudit rapport, certains médias ont parfois interprété ou déformé mes déclarations donnant ainsi l'occasion à certains de nier les faits.

TOUT D'ABORD QUI SUIS-JE ?

Je m'appelle RUZIBIZA, j'ai été baptisé Vénuste en bas âge. Quand j'ai rejoint le FPR j'ai pris le surnom d'ABDUL comme nom d'identification (nom de code) que j'ai gardé jusqu'à ce que je rejoigne l'armée en 1990. Pour entrer dans l'armée, nous étions parrainés par des membres du FPR jusqu'à l'entrée de la zone contrôlée par les Inkotanyi. A l'entrée, votre nom de code était connu avant votre arrivée. Celui qui se trompait et donnait un code qui ne correspondait pas avec le code signalé était condamné à mourir la tête fracassée par la douille d'une houe. Il était considéré comme un espion.

Quand j'ai décidé de me convertir et me faire baptiser, on m'a donné le prénom de Josué. Je reconnais donc que j'ai porté tous ces noms. Dans l'armée on m'appelle RUZIBIZA ABDUL. Quand j'ai quitté le Rwanda dans la nuit du 03 au 04 février 2001, j'avais le grade de Lieutenant, matricule OP1920.

Je suis né à Gitagata, commune Kanzenze (Bugesera). Je suis Tutsi de la tribu « Abanyiginya », du clan « Abahindiro ». Ma mère est également Tutsi du clan des Abatsobe. Je suis donc Tutsi de père et de mère. Toute ma famille, mes parents et mes six frères et sœurs, ont été tués pendant le génocide de 1994.

Je donne ce témoignage en tant que ancien soldat du FPR, d'ethnie tutsi, et qui a vécu dans la zone contrôlée par cette armée durant toute la période de la guerre.

Mon témoignage pourra éclairer le lecteur sur les agissements du FPR, dans sa longue marche vers le pouvoir, qui, au lieu de libérer le pays, a conduit à une catastrophe du génocide.

CE QUE JE CROIS SANS AUCUN DOUTE POSSIBLE

1. La guerre contre le gouvernement Habyarimana était nécessaire parce que le régime était discriminatoire envers la plupart des citoyens dont principalement des Tutsi. ne respectait pas les droits de tous les citoyens. Je crois aussi que d'autres voies étaient possibles et qu'elles auraient pu être tentées avant d'engager la guerre. Nous n'aurions pas pu trouver des armes si nous n'avions pas utilisé l'arsenal de la NRA, c'était la seule armée nationale qui pouvait nous aider. L'on sait que les pouvoirs sont changeants, nous devons agir vite. Les relations elles-mêmes, dans l'armée ougandaise, entre les nationaux et les Rwandais, caractérisées souvent par un mépris affiché envers les Rwandais dans un pays pour lequel ils avaient combattu, sont les raisons pour lesquelles il a fallu quitter le territoire ougandais sans attendre l'issue des pourparlers qui pouvaient durer et même dépasser cinq ans.

2. Je reconnais qu'il y a eu génocide des Tutsi, planifié par les hauts dirigeants politiques et les responsables des services de sécurité. Il a été exécuté par la population hutu, à part certains Tutsi qui y ont également participé. Je suis convaincu que ce génocide n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait pas eu un élément déclencheur car, parce que les Hutu même dans l'hypothèse d'un état de démence, ne se seraient pas réveillés un beau matin avec leurs machettes pour massacrer les Tutsi jusqu'à un million de personnes. J'admets que le FPR par son bras armé l'APR, a planifié et commis des massacres sous l'ordre de son dirigeant Paul Kagame. Je suis également convaincu que le génocide est la conséquence directe de la guerre et plus particulièrement du comportement de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) dans la zone qu'elle contrôlait. Je reviendrai sur ce point ultérieurement.

3. Je reconnais et j'affirme que l'APR a massacré les populations civiles toutes ethnies confondues, avec pour objectif de désorganiser le pays afin de justifier la prise de pouvoir par les armes, même si cela devait conduire à l'extermination d'une population entière.

4. Je ne crois pas du tout que le FPR et son armée l'APR dont je faisais partie a arrêté le génocide. Je crois par contre que nous avons pu déloger les militaires des Forces Armées Rwandaises, les Interahamwe et la jeunesse Impuzamugambi de la CDR ainsi que les jeunes qui se sont associées pour nous combattre ; ainsi les forces d'appui du gouvernement des Abatabazi ayant été défaites, nous avons pu prendre le pouvoir. J'y reviendrai.

5. Je reconnais et j'affirme que les corps enterrés dans les fosses communes n'étaient pas uniquement ceux des Tutsi, car je connais des endroits où les Inkotanyi ont massacré des gens, ont mélangé les corps et les ont enterrés comme étant exclusivement ceux des Tutsi.

6. Je suis convaincu et j'affirme que si le FPR l'avait voulu, il n'y aurait jamais eu de génocide. Même si le gouvernement avait planifié le génocide des Tutsi, j'admets que l'APR avait suffisamment de moyens pour sauver les gens, au lieu d'un million de morts, il y aurait eu seulement 100.000. L'APR a été empêché d'intervenir alors qu'elle en était capable. Je l'expliquerai ultérieurement.

7. Je reconnais qu'après la prise du pouvoir par le FPR et les exactions ce qui ont suivi, les massacres de civils, les arrestations arbitraires, la guerre contre le Zaïre, il n'est pas possible pour le régime rwandais actuel de juger de manière impartiale les criminels du génocide, car l'appareil judiciaire est composé de personnes qui ont commis les mêmes crimes que les prisonniers, et ce sous l'autorité de Paul Kagame qui dirige actuellement le pays.

8. J'affirme sans équivoque que les déclarations à propos des ordres donnés par Paul Kagame pour abattre l'avion de Habyarimana, sont tout à fait vraies. Plusieurs personnes ont témoigné, n'ayant pas pu être partout, je ne puis soutenir tout ce qui a été dit. Les témoignages viennent de diverses personnes, ceux qui sont en exil ou ceux qui sont restés dans le pays. Je me suis permis de parler aux médias parce que j'ai cette possibilité. Il ne faut pas ignorer que celui qui penserait à accuser l'officier supérieur (Kagame) serait immédiatement liquidé avant même de dire quoi que ce soit. Les tribunaux internationaux ou les autorités qui en recevront la compétence seront les seuls capables de juger s'ils ont les preuves suffisantes que Paul Kagame est un acteur ou un donneur d'ordre pour abattre l'avion de Habyarimana. Laissons-leur le temps, ceux qui contestent ces faits et ceux qui les confirment, s'affronteront devant les tribunaux. Je rapporte ce dont j'ai été témoin, les autres diront ce qu'ils ont vu et ainsi de suite.

9. J'affirme que le Rwanda est dirigé depuis 10 ans par une junte militaire formée dans le maquis, où la méfiance entre les uns et les autres est totale, une situation où personne n'ose dire la vérité, où personne n'ose pointer du doigt la responsabilité du FPR dans une guerre prétendue de libération. Je reste convaincu que si les Rwandais savaient toute la vérité et les méandres de cette guerre, ce serait déjà une bonne base d'un processus de réconciliation.

10. Je suis fermement convaincu que les autorités rwandaises qui démentent nos déclarations, en faisant croire à la population rwandaise qu'il s'agit d'une manipulation de l'état français, veulent tout simplement camoufler leurs propres crimes. Paul Kagame, quant à lui, a dit que l'assemblage de ces bribes d'informations ne veut rien dire. Ce n'est pas comme cela que je le vois personnellement, il ne tardera pas à constater qu'il s'est trompé, bien que son erreur a causé l'extermination de populations civiles.

MISE EN PLACE DU FPR ET DE SA BRANCHE ARMÉE L'APR

Je n'ai pas l'intention de faire l'histoire du FPR. Mais ce front est un collectif de petites associations d'anciens réfugiés rwandais exilés dans divers pays. Le point essentiel sur lequel je vais me insister c'est la jeunesse, les adolescents à partir de 15 ans, dans les écoles du Burundi, Tanzanie, Zaïre et Ouganda. Ce fut des pépinières de recrutement de l'armée. Au départ, ils se sont faits enrôler dans la NRA, les autres ont rejoint le front au début de la guerre. Nous les jeunes, pensions que les anciens réfugiés, les INYENZI, se sont mal comportés de sorte qu'ils n'ont pas pu atteindre la victoire sur laquelle ils avaient misé. L'idée du FPR a donc germé dans les têtes des plus jeunes pensant que l'essentiel sera accompli par la jeunesse elle-même, c'est-à-dire par l'armée étant entendu que ces jeunes n'avaient d'autre objectif que de lutter pour leur patrie. Bref, tout le monde pensait que la solution était militaire et que tous les problèmes seraient résolus militairement.

J'ai toujours pensé que ce raisonnement était une erreur, nous vivons les conséquences de tout cela et jusqu'à présent rien n'a changé. C'est l'armée et les services de sécurité qui dirigent le pays par la terreur.

A la question de savoir pourquoi le FPR, juste après sa création, a attaqué le pays, sans attendre l'échec des négociations entre le gouvernement rwandais et l'Ouganda pour résoudre la question des réfugiés rwandais, plusieurs raisons expliquent cela :

Le président Museveni était accusé de ce que l'armée ougandaise était constituée exclusivement de Rwandais, parce qu'il y en avait beaucoup dont des officiers supérieurs. Plusieurs exemples, qu'ils l'acceptent ou non, étaient cités :

Général Major Fred Gisa Rwigema , Général Major Mugisha Muntu, Colonel Mateeka, Lt Colonel Adam Wasswa, Major Chris Bayingana, Major Peter Bayingana, Major Samuel Kanyemera Alias Kaka, Major Paul Kagame, Major Nduguteye, Major Kale Kayihura originaire du Bufumbira mais qu'on croyait être Rwandais et plusieurs autres officiers qui avaient des grades moins importants de capitaines ou de lieutenants comme Twahirwa Ludoviko, Musitu, les deux frères Karangwa¹, Gashumba, Cyiza, Bagire, Ngoga, Muhire, Kaddafī, Nyamurangwa, Musana, Bigabiro, etc. on ne peut les énumérer tous. La plupart étaient des Cos² (Commandants de bataillons) ou dans les grades supérieurs.

Ce qui irritait les Ougandais, c'est que les Rwandais s'étaient accaparés les postes de responsabilité : les services des renseignements, les finances du corps militaire, la garde présidentielle, celle du Général Rwigema, les commandants de compagnies, etc. Ceci avait suscité des jalousies chez les nationaux et créé une mauvaise ambiance. Ceux qui ont décidé de déclencher la guerre le 1^{er} octobre 1990 n'avaient plus le choix, c'est ainsi que cela s'est passé.

octobre 1990

Beaucoup de gens ne croient pas que les Rwandais ont déserté l'armée ougandaise. Pourtant c'est la pure vérité. Ceci ne veut pas dire que le Président Museveni n'a pas été mis au courant par les services de renseignements. Mais les organes de sécurité étaient ainsi formés que le dernier à pouvoir livrer des informations à Museveni, ou son propre confident, était souvent un Rwandais. Plus de 3000 combattants ont traversé la frontière entre le 1^{er} et le 2^{ème} jour des combats. Il faut dire qu'il n'était pas facile d'arrêter un tel nombre de combattants décidés à regagner leur pays d'origine, d'autant plus que les Ougandais souhaitaient qu'ils partaient afin de récupérer leurs places.

Les erreurs commises

Le Général Rwigyema a été tué par ses hommes le deuxième jour de l'attaque. Mais ceux qui ont commandité son assassinat n'ont pas eu le courage de prendre immédiatement la direction du FPR pour éviter tout soupçon. C'est lui qui savait comment il avait préparé cette guerre.

Après la mort du Général Rwigyema, le Président Museveni envoya le Major Paul Kagame pour prendre le commandement. Arrivé sur place, les soldats lui ont signifié qu'ils ne voulaient pas de « Pilate », surnom donné à Kagame.

Le Dr Major Pierre Bayingana lui dit ce qui suit : *You are physically and mentally unfit, how can you lead people ?* « Tu es physiquement et mentalement inapte, comment peux-tu diriger les hommes ? ». Il lui enjoignit de retourner dire à celui qui l'avait envoyé qu'il est inapte à conduire les hommes. Que si celui qui l'a envoyé n'avait pas confiance aux hommes qui sont au front qu'il envoie un soldat ougandais pour commander l'APR. Pour s'emparer du commandement de l'armée, Paul Kagame revint accompagné de plus de 10 jeeps, en compagnie du Général Salim Saleh ainsi que des soldats du PPU³ gardes du corps de Museveni. C'est ce jour-là que Bayingana et Bunyenyezi sont morts...

Depuis lors, l'officier supérieur « afande »⁴ Kagame commença à mettre en place un long programme, toujours en vigueur, de diriger le pays par la terreur et la répression car il savait très bien qu'il n'était pas aimé par ses troupes.

Ceci a eu pour des conséquences néfastes parce que l'armée est dirigée par un homme qui n'a confiance en personne, quelqu'un qui contrôle tout lui-même. Il a divisé l'armée en factions, il la transforma en un corps d'espions, dirigé par la terreur, où celui qui dit le moindre mot est exécuté à la douille d'une houe usagée comme s'il s'agissait d'un cochon. Dans cette entreprise de diviser l'armée pour pouvoir la dominer, il a introduit un système pour cataloguer les gens en « positive 1 », « positive 2 », jusqu'à « positive 5 ».

« Positive 1 » était le groupe de ceux qui venaient de l'Ouganda. Ceux-ci avaient la confiance totale du chef en toutes circonstances ; « Positive 2 » était formé de ceux qui venaient de Tanzanie ; « Positive 3 » est le groupe de ceux qui viennent du Burundi ; « Positive 4 » forme le groupe de ceux qui viennent du Zaïre, tandis que « Positive 5 » est le groupe de ceux qui viennent du Rwanda. Ceux-ci même s'ils étaient Tutsi, ne pouvaient acquérir la confiance du Chef qu'après deux ans. Il en était ainsi même dans la direction du corps militaire, dont les cadres à 95% viennent d'Ouganda. Ils étaient réputés avoir de l'expérience et pouvoir diriger les combats. Tout ceci n'était évidemment qu'un simple prétexte.

Aucune ne-faute n'était considérée comme mineure surtout lorsqu'elle était commise par quelqu'un qui vient d'un pays francophone. La punition était d'être exécuté à la douille d'une houe usagée ou être transpercé de baïonnettes jusqu'à ce que mort s'en suive. Ceux qui étaient suspectés d'une petite erreur, ceux qui étaient atteints de fatigue à cause de la marche, ceux qui avaient une diarrhée sanguinolente à cause des mauvaises conditions de vie, ils étaient accusés d'être trop habitués à la vie facile (soft life). On disait : « Tuez ces chiens, ils ne sont

pas utiles ». Ou alors on tirait dans les jambes, celui qui était fatigué ou malade était tout simplement liquidé.

Ce climat fut atténué après la visite que Paul Kagame effectua au Burundi. En effet, lors de cette visite, les membres du FPR habitant le Burundi ont mis en garde Kagame en l'interdisant de tuer leurs enfants « comme des cochons ». Ils lui ont fermement dit que s'il n'a plus besoin des combattants venus du Burundi, au lieu de les tuer, il vaudrait mieux les renvoyer au Burundi pour qu'ils puissent continuer leurs études. C'est ainsi qu'il y a eu une trêve. Par contre, pour les combattants venus d'Ouganda, même si les fautes commises étaient beaucoup plus graves surtout lorsqu'ils étaient réputés être de bons combattants, ils ne subissaient que de brefs emprisonnements et retournaient à leurs occupations.

Je reviens un peu sur la guerre déclenchée contre le Rwanda en Octobre 1990, dans son plan, le Général Fred Rwigyema voulait faire passer les combattants du FPR par le Mutara et par le Parc de l'Akagera, parce qu'il y avait moins de population, malgré les difficultés de s'approvisionner en eau et en vivres. Mais c'était important parce qu'il devait sensibiliser la population sur les raisons de la guerre déclenchée par le FPR. Par humanité, Rwigyema voulait écarter toutes les raisons qui pouvaient occasionner les massacres de populations alors qu'il pouvait l'éviter. Au contraire, pour Kagame, parce que dans le Mutara il n'y avait pas de vivres, il n'y avait pas de hauteurs pour se protéger de la grosse artillerie, parce que dans les bas reliefs on est exposé à tous les tirs, il trouvait que c'était mieux de passer par les collines pour diminuer le nombre de morts et de blessés parmi les combattants. Et là où il y avait des collines, sauf dans les volcans, il n'y avait que des populations hutu, des Nordistes qui ne voulaient pas du pouvoir des Inkotanyi dont on disait qu'ils allaient restaurer la royauté et la féodalité. Dans les volcans les Tutsi ont vraiment souffert. La faim, le froid, la diarrhée, chaque unité perdait au moins dix soldats dans les cinq premiers mois. Pour Kagame cela n'avait aucune espèce d'importance, ils devaient combattre ou mourir. Et c'est ce qu'il disait aux troupes chaque fois qu'il visitait les différentes unités.

LES DIVERSES EPISODES DE LA GUERRE

1^{ère} épisode : de septembre 1990 au juillet 1991

C'est la période des attaques de diversion par-ci par-là afin de disperser les forces gouvernementales le long de la frontière afin que les Inkotanyi ne rencontrent pas beaucoup de résistance là où ils choisiraient d'attaquer. C'était une très bonne idée comme stratégie

militaire, mais cela s'est accompagné d'une violence inouïe, comme je vais le décrire en suivant le panorama de la zone du nord.

Les attaques qui ont eu lieu dans les localités de Muvumba, Kiyombe, Nkana, Rushashi, Kaniga-Gatuna et les environs se sont accompagnées d'une terrible violence : regroupement et massacres sans discernement de populations civiles, viols et exécutions des victimes sous prétexte d'éviter qu'elles ne leur portent la guigne, main basse sur le bétail et les autres denrées alimentaires des populations avant de les chasser vers des endroits où ils allaient périr de faim, destruction des maisons pour en vendre les tôles en Uganda, raser les maisons afin de dissuader les propriétaires de revenir,...

Du côté de Cyumba, Kivuye, Butaro, Nkumba, Kinigi, Mukingo et les environs, les exactions étaient semblables à celles de la région du Mutara que je viens de décrire. Il importe ici de souligner qu'une seule personne, Kagame, était responsable de toute la stratégie et de la conduite des opérations. C'était lui qui jusque dans les moindres détails, planifiait tout et suivait tout. Les forces gouvernementales avaient érigé de fortes positions, de sorte qu'il était très difficile de pénétrer dans le pays. Voici quelques exemples :

Au Mutara, les positions de Nyagatare, Rwempasha, Kangoma, Mabare, Mutojo, Bushara, Kabuga, Nyabihera, Gikagati, Karama, etc...étaient redoutées de tous les Inkotanyi.

Dans l'hinterland, nous savions tous qu'il fallait contourner les positions de Gatonde, Kaniga 1 et 2, Mukono, et Kivuye. A Ruhengeri, les positions les plus solides étaient celles de Nyamicucu, Butaro-Runaba, Rwabutama, Kinyababa, Ku Muremure, Kagano Bisate, ainsi qu'en d'autres lieux comme Ruhengeri et Kinigi. Chaque fois que nous tentions d'attaquer ces positions nous étions repoussés et mis en déroute. Toute notre frustration se retournait contre la population des alentours. Certaines des mesures de représailles contre ces populations consistaient à les forcer d'évacuer nos blessés et cadavres, à creuser des fosses dans lesquelles ils allaient être ensevelis, accompagner le bétail qui leur avait été razié ; on les obligeait à s'entretuer jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un seul qui était tué par un élément du FPR. Autrement ils étaient enchaînés, pieds et poings liés, et étaient achevés, la tête fracassée par la douille d'une houe usagée, ou alors ils étaient transpercés de baïonnettes dans les côtes jusqu'à ce que mort s'en suive. Tous les prétextes étaient bons, jusqu'à leur demander le « secret du MRND », les secrets de l'armée, et d'autres questions dont ils ne savaient rien évidemment. Après tous ces forfaits, on retournait dans nos bases arrières en Uganda.

Le mensonge du FPR a commencé à prendre racine depuis ce temps là. Le FPR n'a jamais reconnu ses forfaits. Nous allions jusqu'à nier l'évidence même de nos opérations à partir de

l'Uganda. La stratégie s'est poursuivie jusqu'à l'invasion de la RDC, car on n'a jamais reconnu que l'APR se trouvait sur le territoire congolais.

2^{ème} épisode : de juillet 1991 à juin 1992

C'est à ce moment que l'APR a tenté d'occuper le terrain le long de la frontière, du Mutara vers la région des Birunga. Ce fut possible à certains endroits, et impossible ailleurs. Là où ce fut possible, c'était au prix d'une élimination systématique de la population et le refoulement des rescapés. Les autorités du régime de Habyarimana les rassemblaient dans des camps de fortune, sans nourriture suffisante, avec pour seuls abris des « sheetings ». Ceux qui demandent comment le génocide a été possible devraient commencer par là (1).

Le FPR a dès lors utilisé la stratégie d'attaque par contournement. C'était une bonne tactique parce que les Inkotanyi n'avaient pas beaucoup de matériel : l'adversaire venait vers eux au lieu que ce soit les Inkotanyi qui soient obligés d'aller vers les positions de l'armée de Habyarimana. Nous avions moins de forces et moins de matériel.

Contourner l'ennemi veut dire aller dans des zones habitées derrière les lignes de l'armée gouvernementale. L'APR n'avait aucune confiance en cette population qui s'en pressait de nous dénoncer aux forces gouvernementales. Dans ces conditions, tout villageois qui avait le malheur de nous croiser devait être éliminé car nous ne pouvions pas le garder en prison ne sachant pas très bien quand nous n'avions pas d'endroits pour le garder en prison, ne sachant pas non plus quand nous allions quitter la région. Chaque fois que nous sommes passés derrière les positions des forces gouvernementales, nous avions l'ordre strict massacrer toute la population sans exception.

Le fait d'aller en profondeur dans le territoire ennemi exigeait de nous approvisionner sur place, sur la population locale. Si on trouvait les gens sur place, ils étaient exécutés, les habitations étaient détruites et on pillait tous les animaux : chèvres, poules, vaches etc.

Il arrivait des fois que les inkotanyi étaient dégoûtés par l'abondance de viande, chacun alors décidait d'abattre son animal et ne prenait par exemple que le foie, la patte, le cœur ou une autre partie, de telle sorte qu'une vingtaine d'inkotanyi pouvait abattre 2 vaches, 3 chèvres et 10 poules dans une brutalité délibérée. Tous ceux qui connaissent la situation de pauvreté d'un paysan rwandais, un hutu auquel on n'avait rien expliqué du FPR, qui voyait ses enfants tués, sa femme violée, son cheptel pillé, sa demeure détruite et qui se demandent encore comment le génocide a été possible devraient commencer leurs investigations ici (2).

A un moment donné les autorités locales conseillèrent à la population de posséder des chiens pour qu'ils aboient à chaque approche des inkotanyi. Même l'armée rwandaise les utilisait dans les campements. Quand les chiens se mettaient à aboyer, la population savait que les inkotanyi étaient arrivés et prenait la fuite. Mais comme on attaquait toujours les positions de l'armée par les arrières, la population qui croyait fuir les inkotanyi tombait en embuscade dans l'obscurité et se faisait massacrer par les Inkotanyi, sous prétexte que c'était « ibipinga »⁵, des opposants qui préféraient mourir pour le MRND. Je rappelle que chaque fois que le FPR attaquait les arrières des positions gouvernementales, il commençait par massacrer toute la population locale.

Tendre des embuscades, l'attaque systématique des bus qui transportaient des voyageurs dans les régions frontalières, la pose des mines anti-personnelles, même dans les champs de patates douces pour que les villageois qui viennent chercher des patates s'arrachent les jambes et ne reviennent plus dans les champs, ce sont des actions qui étaient menées fréquemment. Ceci est triste. Pour des paysans qui avaient été forcés de fuir sans avoir suffisamment à manger, ou avec du maïs et des haricots seulement, en laissant derrière leurs bananeraies, leurs champs de manioc et de patates douces, leurs légumes, la tentation était quasi-permanente de revenir s'approvisionner. Certains revenaient même pour chercher de quoi s'habiller. Les combattants du FPR avaient reçu l'ordre de n'épargner personne qui tentait de revenir ainsi. Faire crever de faim un paysan en lui refusant l'accès à ses biens ne pouvait que conduire au génocide. Ceux qui cherchent l'origine du génocide devraient commencer par ici (3).

Les camps des déplacés de guerre étaient localisés dans des endroits bien connus : Rukomo-Rwebare (MUVUMBA), ce camp a été souvent la cible des attaques, ceci je l'ai vu de mes propres yeux, au mortier 120mm ; le camp de Rukara, celui de Mutagomwa, ont été attaqués au LRM (Lance Roquettes Multiple) 107 mm, ou katiusha, utilisé par Murangira, de temps en temps par Kyakabale, le commandant de l'armée ougandaise en face de l'autre côté de la frontière. Celui-ci prêtait de temps en temps aux Inkotanyi des 23mm, 37mm et 14,5mm pour attaquer les camps de déplacés de guerre. Il nous arrivait parfois de ne pas comprendre ce que tramaient nos dirigeants. Certains d'entre nous estimaient que la peine que nous avons déjà infligée à ces populations était suffisante pour ne pas les bombarder à l'arme lourde. Ces camps tout comme ceux de Runaba, Nkumba, Muhondo et Muhambe étaient aussi utilisés pour tester des missiles anti-aériens. On envoyait des bombes éclairantes au-dessus de ces camps. Ceux qui apprenaient à manier ces armes anti-missiles portables visaient les camps comme cibles. Des fois les bombes explosaient au milieu d'un camp et tuaient des innocents. Ceci a conduit la population à fuir les combats et de s'éloigner de plus en plus loin. Certains

sont arrivés jusqu'à Nyacyonga, après avoir déménagé jusqu'à 20 fois en l'espace deux ans. Il était très rare que des familles arrivent en entier à Nyacyonga, car à chaque fois, ils fuyaient après le bombardement de leur camp, laissant derrière eux un enfant tué, une épouse, un frère. Ceci explique aussi comment les gens en sont arrivés au génocide (4).

3^{ème} épisode : l'attaque de Byumba du début juin 1992 au 6 avril 1994

Ce fut la première opération pour tester si le FPR pouvait mener une attaque d'envergure en profondeur. Comme les négociations progressaient, le FPR devait s'imposer comme une force militaire qui s'accroissait au fur et à mesure.

Il faut rappeler que lors des pourparlers d'Arusha aucune fois Kagame n'a dit à ses soldats qu'ils parviendraient à une quelconque issue pacifique. Il répétait tout le temps que pour arriver à Kigali, au bout du fusil. Ces attaques d'envergure nous ont conduit jusqu'à Rukomo au-delà de Byumba près de Kigali. C'était la même chose sur tous les fronts, à Mukarange, une partie de Kinyami, Buyoga, Rushaki, une partie de Ngarama, Cyumba, Kivuye, partout où les populations n'ont pas pu fuir les Inkotanyi, personne n'a survécu. Ce point est très important car ce fut une autre grosse erreur du FPR. Le FPR est retourné en Uganda chercher la population locale pour aider à moissonner les cultures abandonnées par les déplacés de guerre au Rwanda et d'occuper déjà le terrain pour pouvoir y habiter dans l'avenir. La nouvelle s'est répandue en Uganda jusqu'aux déplacés de guerre eux-mêmes qui avaient abandonné leurs biens. Ainsi ce qu'on leur avait dit que les inkotanyi sont venus les massacrer, leur prendre les biens, habiter dans leurs propriétés, restaurer la monarchie, et qu'ils devront subir la corvée de porter les Tutsi dans les palanquins, tout cela a été considéré comme vrai. Ce facteur montre aussi comment il y a eu une telle escalade de la haine ethnique, jusqu'à ce que les Hutu soient amenés à commettre le génocide (5).

C'est au cours de cette phase que le FPR a commencé à croire qu'il pouvait mener une attaque d'envergure et occuper de façon permanente du terrain au Rwanda. Afin que cela soit possible, le FPR avait besoin de tenter un deuxième essai, une autre expédition militaire encore plus ambitieuse. Mais il fallait une excuse solide.

Premièrement les négociations avaient commencé et un cessez-le feu avait été décrété. Le FPR ou pour être plus exact, Kagame et son armée l'APR, ont commencé à épier la moindre occasion et à planifier la reprise des hostilités malgré la poursuite des négociations. C'est ici que remonte l'idée d'un escadron spécial qui travaillerait sous la seule responsabilité de Kagame aidé par ses plus proches collaborateurs comme Kayumba Nyamwasa, James

Kabarebe, et Charles Kayonga. Cette nouvelle unité changeait d'appellation selon les circonstances. Parmi les noms qui ont été utilisés il y avait *Network*, *Network Commando*, ou les *Techniciens*, ou même les *Commandos CDR*. Ces noms s'adaptait à la taille ou à l'objectif de ces unités, au lieu des opérations ou à leur raison d'être. Par exemple, ceux qui opéraient au sein du parti CDR s'appelaient les « *Commando CDR* ». Ceux qui coupaient le bois dans les camps militaires de Habyarimana, les enfants de la rue à Kigali, les agents de ménages chez les grandes autorités s'appelaient les « *Techniciens* ».

Ce qu'il faut retenir, c'est que l'unité « *Network* » était constituée de façon assez complexe, au point que même ceux qui la composaient ne se connaissaient pas, à l'exception de ceux qui avaient fait une formation ensemble ou qui faisaient partie d'une même unité.

En mettant en place cette force spéciale, l'objectif était :

a- Utiliser cette unité à des fins de déstabilisation du pays de façon à attribuer ses forfaits au gouvernement et reprendre les hostilités.

b- Poser des bombes ici et là dans le pays, jusque là cela n'avait pas été fait de façon organisée.

c- Mettre en place des cellules clandestines du FPR à l'intérieur du pays, former des complices du FPR et procéder au recrutement, intoxiquer l'eau potable des déplacés de guerre, faire des opérations de reconnaissance derrière les lignes ennemies etc...

d- Préparer des attaques ciblées parmi les gens que le FPR redoutait

Ensuite, il y a eu l'attaque du 8 février 1993 pour tester les capacités du FPR avant de marcher sur Kigali, d'évaluer les résultats du « *Network* » et les prétextes pour reprendre les hostilités en dépit de la poursuite des négociations.

Il y eut encore de terribles massacres. Je me rappelle que là où j'étais affecté, dans des communes de Ruhengeri, par exemple à Base⁶, au mois de février 1993, les soldats ont massacré les populations au point que malgré l'incinération des corps et l'enterrement de nombreux autres, il en est resté qui se sont décomposés à même le sol le long de la route à l'intérieur de Base, jusqu'à ce que le GOMN (Groupe d'observateurs militaires neutres) est arrivé et nous a demandé si on n'avait pas honte de vivre avec des cadavres et de passer par-dessus sans scrupules. On a alors appelé les rescapés pour procéder à l'enterrement de ces cadavres et tout de suite après le départ du GOMN, ceux qui avaient enterré ces cadavres

furent à leur tour massacrés. C'est là aussi que les actes de sabotage systématique des infrastructures économiques, comme la centrale de Ntaruka, le plasticage des domiciles des personnalités : la maison de Rucagu a été brûlée et entièrement détruite, celle du colonel Gasake, dans les communes de Nyarutovu, Cyeru et Nyamugari. On ne peut oublier par exemple les horreurs faites par Charlie dans la ville de Ruhengeri dès qu'il fut impossible d'y garder nos positions. Les gens savent aussi ce qui s'est passé à Musanze, à l'ETIRU, à Karwasa, Kigombe et Kinigi, tous les habitants de la région en sont témoins. Personne n'ignore les exactions commises par les Inkotanyi à Ngarama, Buyoga et ailleurs.

CREATION DES INTERAHAMWE, IMPUZAMUGAMBI, ET RTLM

Kagame avait eu l'idée de faire capoter les négociations par une attaque sur Kigali, Habyarimana voulait affronter ceux qu'il appelait les ennemis du pays, pour lui, nous étions des ennemis. Il a créé des milices, qui étaient entraînées et encadrées par l'armée, la police communale, la gendarmerie et même des services de la présidence. Cette jeunesse qui allait finir par faire l'innommable se trouvait sur tout le territoire du pays. Cependant, tout le monde n'agissait pas la même fureur dans le massacre des Tutsi. C'est une chose que les gens doivent savoir, parce que c'est la réalité. Quiconque était au Rwanda à cette période pourrait en témoigner.

Au début de l'action des Interahamwe, dans les attaques lancées au Bugesera, Kibirira et Bigogwe, les assaillants originaires de Ruhengeri ou de Byumba étaient chaque fois transportés dans des autocars de l'ONATRACOM en provenance des camps de déplacés de guerre. Certains avaient été démoralisés, et étaient devenus comme des animaux sauvages à cause du harcèlement de l'APR. Les autres Interahamwe hutu ne comprenaient pas comment ces jeunes gens avaient poussé la bestialité jusqu'à tuer des gens comme des mouches, tellement ils en étaient écoeurés.

Beaucoup d'endroits attaqués avant le génocide, l'ont été par cette jeunesse poussée à la méchanceté d'un côté par le gouvernement de l'époque et de l'autre par les exactions du FPR. Pour celui qui voudrait connaître les racines du génocide, il y a ici matière à considération(6). En fait, le MRND faisait ce que le FPR souhaitait. Lorsque le MRND entraînait les Interahamwe, le FPR trouvait l'occasion de faire exploser des bombes, et d'en rendre l'Etat responsable. De cette manière, il trouvait une justification à la reprise de la guerre, d'autant que la communauté internationale incriminait Habyarimana. Je ne nie pas que ces

Interahamwe ainsi que d'autres extrémistes faisaient exploser des bombes. Pour le FPR, l'occasion était toute trouvée d'entraîner des commandos qui allaient travailler pour le réseau (NETWORK), ainsi lors des négociations, on en profitait pour nous entraîner. Dans la seule année 1993, le FPR a pu former ses hommes dans les domaines suivants :

- Il a entraîné deux grandes unités de commandos et de nombreuses petites unités.
- Il a entraîné plus de 400 militaires destinés à être des gendarmes.
- Il a organisé plus de 4 sessions différentes d'instructeurs. C'était en prévision qu'en cas de guerre, chaque unité ait suffisamment d'instructeurs pour former rapidement de nouveaux soldats.
- Il a formé presque tous ses officiers au commandement et au leadership.
- Il a suffisamment entraîné des hommes à la guérilla urbaine dans chaque unité militaire.
- Il a très sérieusement entraîné les militaires à de longues marches, avec des réserves de munitions et de bombes pour plusieurs jours, en attendant l'approvisionnement.
- Il a formé ses soldats à « la vraie histoire du Rwanda ». En réalité, cette histoire ne montrait pas les divisions ethniques, mais avait pour objectif d'inculquer dans l'esprit des militaires que la meilleure solution était le renversement de Habyarimana et de sa clique. Ainsi le FPR pourrait prendre le pouvoir.

Ce que je viens de dire a une grande importance, parce qu'à aucun moment les militaires ont eu à l'esprit que la paix pouvait venir d'Arusha. En cela, le FPR se comportait en vérité comme les extrémistes de la CDR du MRND et du POWER. La seule différence est que le FPR et ses hommes ne disaient pas ouvertement ce qu'ils pensaient. Du côté de l'Etat, on le disait ouvertement dans les médias, et le refrain se répandit que les accords étaient de la paperasse, qu'ils étaient comme un cadavre de chien décomposition.

Dans cette période de la guerre, le FPR/APR a pu atteindre des objectifs lui permettant de tendre des pièges à Habyarimana, à tel point que chaque forfait qu'il (le FPR) commettait, il lui était possible de rendre responsable le pouvoir de Habyarimana.

Dans la période qui a suivi la signature des accords, il y avait deux hommes, Habyarimana et Kagame, deux généraux, deux ennemis jurés, avec la crainte réciproque que, s'ils étaient tous dans le même pays, chacun pourrait éliminer l'autre physiquement dès que l'occasion lui serait donnée.

A un moment donné, le FPR s'est rendu compte qu'en créant le chaos, il pouvait renverser le pouvoir en place; mais en même temps, il avait peur de la pression internationale qui pouvait le presser d'intégrer le gouvernement. Les deux protagonistes, le FPR aussi bien que les extrémistes de Habyarimana, redoutaient cette éventualité, aucun ne croyait dans le partage du pouvoir comme une bonne solution. C'est pourquoi chacun de son côté avait prévu un plan caché, au cas où la coexistence était imposée qui aboutirait à faire échouer le processus. Voici ce qui a été préparé des deux côtés :

du côté gouvernemental :

- la mise sur pied de ce que l'on a appelé la « défense civile », n'avait d'autre objectif que la distribution d'armes dans la population ; chaque cellule et chaque secteur du pays devaient contribuer la création du chaos dans le pays.
- la création de milices armées qui rejetaient tout ce qui avait été signé, même lorsque cela l'était par Habyarimana lui-même. Ces milices étaient prêtes à passer à l'action le moment venu.
- la radio nationale et la RTL M ainsi que les petits magazines affiliés récusait l'utilité des accords d'Arusha.
- du matériel supplémentaire a été acheté pour qu'il y en ait suffisamment à distribuer dans la population.
- Des listes ont été dressées de personnes ayant des enfants ou des proches au sein du FPR/Inkotanyi, celles qui étaient soupçonnées de propager l'idéologie du FPR, celles qui collectaient des fonds en sa faveur, les Hutu qui se comportaient comme des Tutsi, c'est-à-dire ceux qui soutenaient la guerre déclenchée par les Inkotanyi, pour que le moment venu ils soient éliminés. Personne ne connaissait le jour de leur mise à mort.
- Ceci diverge de la version du FPR qui prétend que tous les Tutsi figuraient sur les listes de la mort. C'est faux parce qu'en réalité si tous les Tutsi devaient être tués en même temps, cela voulait dire que chacun d'entre eux devait être tué par son voisin. Et on se connaissait tellement bien entre voisins qu'il n'était pas nécessaire de dresser les listes des Tutsi car dès l'enfance chacun connaissait l'ethnie de l'autre. Ici, j'insiste sur le fait qu'avec ou sans la mort de Habyarimana, il y avait un plan bien déterminé de tuer des gens, et c'est ce qui s'est passé. Hormis l'un ou l'autre chanceux, tous ceux dont la mort était prévue ont été tués dans les trois jours qui ont suivi la disparition de Habyarimana.

Du côté gouvernemental, j'affirme que Habyarimana de son propre gré ou sous la pression de son entourage a accepté que ces listes soient dressées, tout en sachant que le moment venu, ceux qui y figuraient allaient être tués.

Je ne peux pas oublier une chose importante : cette vie humaine qui est sacrée, est devenue comme l'eau qui se renverse une fois que cela est jugé nécessaire, surtout pour les tutsi. Je veux dire que c'est arrivé à un point tel que Habyarimana et ses extrémistes habituent les hutu de la CDR et les Interahamwe à l'idée que verser le sang est un acte banal. Ils s'y sont exercés à Kibirira, au Bugesera et à Bigogwe pour démontrer que verser le sang est faisable et que cela peut se faire sans peur. Ce point est très important, car comme je l'ai déjà dit, d'autres hutu sur les collines et dans les secteurs, et même au sein du MRND qui n'étaient pas des tueurs étaient très étonnés de voir ce que faisaient les Interahamwe et les Impuzamugambi. Certains s'opposaient à ces actions, ce qui provoquait des embrouilles entre partis. Nul n'ignore comment la jeunesse du MDR(Inkuba), du PSD (Abakombozi) et les « Libéral » du PL ont fait face aux agissements des Interahamwe. C'est ce qui s'est passé jusqu'au moment où Habyarimana a semé la division dans tous les partis qui se sont séparés en ailes Power et Amajyogi. En un mot, ce sont les extrémistes qui ont initié leurs jeunes à tuer. Ceci est une autre preuve que le génocide était inévitable (8).

du côté du FPR/APR :

Beaucoup de choses ont été faites qui préparaient l'extermination des Tutsi.

A cause de la surveillance de la frontière avec l'Uganda, le FPR a fait entrer à l'avance le plus de munitions possible, pouvant servir pendant longtemps. Cela a été fait à la fin de septembre 1993, à divers endroits et ceci pour provoquer et tenir une guerre sans merci en vue de renverser le gouvernement et si ce n'était pas possible, ces munitions et ce matériel pouvait également servir une fois au Gouvernement, pour créer le chaos en vue d'une prise du pouvoir total par la force. Pour celui qui veut connaître le travail du réseau (Network), voici la preuve. Un groupe de gens dont je faisais partie a été sélectionné pour creuser de grands trous. Là où j'étais le trou avait 50 m x 30 m x 7 m. Nous y avons enfoui des munitions et des anti-aériens de toutes sortes: 7.62 mm, 11.5 mm, 12.7 mm, 14.5mm, 23 mm, 37 mm, 75 mm, 76 mm, 81 mm, 82 mm, 107 mm, 120 mm, 122 mm.

Ce matériel a été transporté par les populations Bakiga de l'Uganda qui les déposaient au sommet d'une colline à la frontière rwandaise où nous allions le chercher pour l'enterrer. Il a fallu plus de 1000 personnes pour transporter tout cela et une journée entière a été nécessaire. Ce matériel était arrivé à bord de très nombreux camions-remorques. Nous qui étions chargés de le garder, savions que nous devions être exécutés à coups de houe si un seul parmi nous

révélaient le secret. Trois de nos soldats furent tués parce qu'ils étaient allés acheter du tabac quelque part sans en informer le chef. Ce qui nous a été dit par Kabarebe, Kayumba Nyamwasa c'est que si nous devons entrer au Gouvernement, nous, les gardes, nous devons rester sur place et habiter près de la cache de ce matériel, du côté ougandais et du côté rwandais. On allait nous aider secrètement à y vivre jusqu'au moment où le matériel devait être utilisé pour le renversement du gouvernement.

On a fait la même chose à Karama au Mutara, à Bungwe dans Cyumba et à un autre endroit entre Kaniga et Gatonde. En réalité, le but n'était autre que de créer le chaos et prendre le pouvoir. Cette action impliquait peu de personnes qu'on pouvait compter sur les doigts de la main : Kagame lui-même, Kabarebe, son adjoint, Kayumba Nyamwasa le patron du renseignement, Colonel Ngoga au Nord, Colonel Bagire au Mutara, Major Jacob autrement surnommé Rubondo qui était chargé du matériel militaire, ainsi que d'autres personnes qui pouvaient y accéder en compagnie de leurs chefs ou en mission. Ce genre de travail était accompli par des agents du FPR en qui on avait une grande confiance. Certains d'entre eux furent envoyés en reconnaissance dans Kigali avant la mort de Habyarimana.

Plusieurs soldats furent disséminés dans le pays. Ils avaient pour mission de poser des bombes, créer des cellules du FPR, apprendre le maniement des armes à ceux qui nous pouvaient nous aider pendant la guerre, s'informer sur le fonctionnement de chaque parti politique, infiltrer la jeunesse des partis et se renseigner sur les personnes que le FPR voulait liquider.

Le FPR et ses cadres propagandistes (political mobilisers) ont pénétré dans la zone tampon où toute activité militaire était interdite, et ont commencé à propager leur idéologie. Pour moi c'était acceptable, mais ce qui ne l'était pas c'est que celui qui ne mordait pas immédiatement aux idées du FPR n'avait d'autre sort que l'exécution à la houe, souvent sa famille subissait le même sort.

Le FPR procédait à des essais dans sa stratégie d'intoxication qui consistait à commettre des crimes qu'il mettait sur le dos le MRND afin de tester les résultats.

Les gens étaient tués pour trouver des accusations contre le MRND, qu'il ait des comptes à régler avec eux ou pas. Pour ces assassinats, le FPR utilisait des techniciens (Network) ou une branche élargie parmi les agents de renseignement des unités et de petits escadrons de la mort, il utilisait aussi certains des jeunes gens à qui il avait appris à utiliser de petites bombes à travers le pays. Ceux qui devaient être tués étaient choisis de la manière suivante :

1. Le Hutu qui travaillait consciencieusement pour le Gouvernement, bref celui qui aimait Habyarimana et son gouvernement ;
2. Tout Hutu qui faisait preuve d'intelligence et d'obstination comme Gapyisi ;
3. Tout Hutu, opposant, dont la mort pouvait être imputée au Gouvernement;
4. Tout Hutu dont la mort ne pouvait laisser des indices pour les enquêtes ;
5. Un militaire haut gradé si possible ;
6. Aucun Tutsi né à l'intérieur du Rwanda ne pouvait inspirer confiance ; sa mort pouvait être facilement imputable au gouvernement et n'était pas considéré comme une perte (sacrifier les Tutsi de l'intérieur) ;
7. Un Tutsi intellectuel qui pouvait ne pas accepter d'adhérer à l'idéologie du FPR, par exemple Lando que nous avons manqué plusieurs fois ;
8. Les Tutsi qui habitaient dans des endroits retirés pouvaient être massacrés tous ensemble pour imputer le crime au MRND. Les soldats du FPR ont accompli ce genre de forfait à Kabatwa à Gisenyi, sous la commandement de Gashayija Bagirigomwa ainsi que l'agent de renseignement Moses Rubimbura. Ce ne sont pas des rumeurs, cela s'est passé au début de 1994.
9. Même après la guerre, le FPR n'a pas hésité de sacrifier les Tutsi pour trouver des prétextes d'aller piller les richesses au Zaïre. Ce n'est un secret pour aucun des militaires du FPR-Inkotanyi c'est ainsi que les massacres des Bagogwe de Mudende se sont produits, nous sommes en mesure de donner des preuves à celui qui en veut, les massacres des Banyamulenge de Biura et d'autres localités se situent dans ce cadre.

- Les « techniciens » de la Ville de Kigali (membres du Network) ont fait beaucoup de choses. Comme je l'ai mentionné ci-dessus, Network est un réseau très étendu, dont les membres étaient connus uniquement des autorités qui les sélectionnaient. Du reste chaque agent ne connaissait que son coéquipier. Il arrivait que l'on croise quelque part un autre confrère Inkotanyi, mais il était formellement interdit de lui faire un signe puisqu'il avait sa propre mission différente de la tienne. En effet, nous avons été formés dans l'esprit que chacun ne doit s'occuper que de sa propre mission, seul et en fonction des consignes reçues de ses supérieurs. Concernant la politique de sélection, les membres du Network devaient remplir les conditions suivantes:

1. Etre reconnu Tutsi de père et de mère et bénéficier d'une confiance totale de la part des sélectionneurs;

2. Avoir une physionomie proche de celle des Hutus était un avantage puisqu'il ne fallait pas trop se camoufler. Pour ceux qui avaient l'apparence réelle de Tutsi, ils devaient opérer à moto. Quand on craignait d'être soupçonné, on mettait son casque, on portait ses bagages à la manière des agronomes et on s'en allait tranquillement accomplir sa mission.

3. La maîtrise de la géographie du Rwanda, surtout de la ville de Kigali, était un critère important pour être sélectionné puisqu'on pouvait intervenir dans plusieurs missions.

4. Être Hutu reconnu mais sans avoir jamais habité le Rwanda, avoir fait preuve d'un courage exceptionnel à combattre les Hutus, avoir renié son identité de Hutu et ne pas avoir peur de tuer de sang froid.

5. Être Hutu reconnu, né au Rwanda. Ce Hutu recevait une mission bien définie dans un lieu spécifique pour lui. Il ne devait pas connaître les autres membres du Network envoyés pour opérer dans la ville de Kigali et il était surveillé de près par plus de cinq Inkotanyi - qu'il le sache ou non.

- Une mission était toujours personnelle et différente de celle de son confrère. Parfois on pouvait être affecté à une même mission sans pour autant se connaître; mais certains comportements et certaines consignes étaient connues de tous afin de pouvoir porter assistance dans les cas d'extrême urgence. Nous avions des jeunes gens qui faisaient le travail, motards par-ci par-là dans les environs des endroits où se tenaient régulièrement les réunions des politiciens; des taximen, des domestiques dans les camps militaires ou chez les hautes autorités hutu; les enfants des rues de Kimihurura; les porteurs; les infiltrés dans les groupes des miliciens Interahamwe, Impuzamugambi et Abakombozi; ceux qui opéraient dans la stricte clandestinité pendant les nuits et d'autres qui travaillaient comme des pompistes dans les stations d'essence. Le travail était tellement diversifié et bien préparé de telle manière que lorsque la guerre reprit, Kagame avait toutes les informations nécessaires pour déclencher l'assaut final.

Pour toute personne qui avait des compétences pour former d'autres agents, il lui était assigné la mission de recruter le plus grand nombre possible de collaborateurs internes mais des fois on ne devait pas connaître la vraie identité du formateur comme militaire du FPR-Inkotanyi. Il fallait plutôt être reconnu comme un simple citoyen sympathisant du FPR. Nous avions également la mission d'étudier les comportements particuliers des individus, de rédiger des rapports les concernant et d'estimer s'il fallait les liquider physiquement le cas échéant.

- Le piège du FPR avait pris au moment où les Accords nous autorisèrent l'établissement d'un bataillon de 600 hommes à Kigali. La sélection de ce bataillon a nécessité beaucoup de calculs car ce devait être une unité spéciale. Voici comment ça c'est passé:

1. Chaque unité devait choisir un militaire de confiance absolue et exceptionnellement courageux, qui se dépense jusqu'à la limite des capacités humaines, qui n'a pas fréquemment besoin d'un commandant, capable de se tirer d'embarras seul, tireur d'élite de haut niveau, bref un vrai spécialiste dans le maniement des armes et un militaire chevronné.

2. Les meilleurs commandos et les meilleurs espions militaires suffisamment entraînés furent sélectionnés et bénéficièrent d'une formation spécifique nécessaire, ils ont appris et maîtrisé la guérilla urbaine de façon qu'ils ne prévoyaient rencontrer aucune résistance importante dans la prise de Kigali. On nous avait fait comprendre que chacun mourra un jour, que tous les risques sont possibles, que le courage est la première des armes, que l'objectif doit être de ne laisser aucune chance de victoire à l'ennemi.

3. Comme nous procédions normalement dans le commandement militaire, les Sergents et les Caporaux avaient aussi des soldats à commander à l'échelon d'une Section. Mais pour le 3^{ème} bataillon des Inkotanyi ce n'était pas le cas: les Sergents et les Caporaux étaient regroupés dans une section et commandés par un Sous-Lieutenant ou un Sergent reconnu pour avoir les mêmes compétences que les officiers. Ici je veux surtout dire que c'était une force autonome et efficace d'elle-même, n'ayant pas besoin de beaucoup de consignes à recevoir d'en haut et où chaque soldat pouvait prendre des initiatives et exécuter correctement sa mission.

4. A part une formation en cartographie sur la situation de la ville de Kigali, nos soldats se relayaient pour l'escorte des convois afin qu'ils puissent avoir l'occasion de visionner personnellement tous les quartiers de la ville de Kigali et des agglomérations alentours.

- Concernant le Network qui était déjà opérationnel dans Kigali et qui travaillait directement avec le haut commandement à Mulindi, le commandement s'est modifiée un peu avec l'arrivée des 600 militaires à Kigali : toutes les activités furent mises sous les ordres du Lt Colonel Kayonga. Mais, avant que Kayonga ne vienne s'installer à Kigali, chaque fois que c'était possible, toute information urgente passait par Karake Karenzi qui représentait le FPR au sein du GOMN d'abord et de la MINUAR ensuite.

En vérité, c'est à partir du moment où les 600 militaires du FPR furent installés à Kigali que nous étions convaincus que, quelles que fussent les circonstances, Kigali nous appartenait et que nous allions éventrer tous ces Hutus de Habyarimana. Quand le Col Bagosora disait qu'il allait préparer l'apocalypse, il ignorait que le FPR était aussi entrain de préparer le sien et qu'il était tout près du but.

- Quand nous observions le désordre parmi les forces gouvernementales; quand nous constatons comment la ville – malgré la présence des Interahamwe, des militaires et des gendarmes – n'était pas du tout protégée, nous avons hâte de nous en emparer. Mais tout le monde savait que, même si la prise de la ville de Kigali était possible, cela devait occasionner des conséquences désastreuses. De nos agents qui étaient infiltrés un peu partout parmi la population, au sein des partis politiques, parmi les Interahamwe, dans les meetings des partis politiques, il ressortait que la plupart avaient espoir dans les Accords d'Arusha, mais parmi les irréductibles (les durs du régime) Arusha était comme un rêve. En fait, on remarquait que des deux côtés il ne restait que le recours au plan A, celui de relancer les combats, puisque le plan B était un secret pour chaque partie au conflit, secret qui serait dévoilé quand le processus d'intégration aurait abouti, le tout devant éclater quand le FPR serait installé dans le pays. Les plus avertis pouvaient constater que quelles que soient les circonstances, la guerre allait reprendre et qu'elle sera sans merci, faisant des millions de victimes parmi la population civile.

LE FPR MENAIT LE GOUVERNEMENT HABYARIMNA PAR LE BOUT DU NEZ

Pour que les combats reprennent, il fallait des prétextes, l'espoir d'une victoire rapide, c'est-à-dire en passant par la voie la plus rapide.

explication

Après avoir créé un climat délétère, semé la zizanie dans les partis politiques de façon à séparer les sympathisants du FPR des irréductibles du Power, le FPR venait de casser en deux la force des Hutu, y compris au sein de l'armée même si les militaires n'étaient pas autorisés à adhérer aux partis politiques ouvertement, chacun a toujours ses préférences politiques. Les forces armées ne pouvaient pas combattre efficacement sans parler un même langage. Il y en a qui croient que c'était du ressort exclusif de Habyarimana mais ce n'était pas le cas. Son influence n'allait pas partout, certainement pas à ceux qui ne le soutenaient pas même s'ils

n'étaient pas pour autant d'obédience FPR. Le FPR ne les appréciait pas et ne souhaitait pas non plus qu'ils se rangent de son côté. Par contre le FPR avait intérêt à les voir opérer dans le sens qui renforçait ses chances de reprise des combats.

Après les assassinats de certains responsables de divers partis politiques et les échecs pour l'élimination d'autres, le FPR attribuait ces faits au parti MRND. Mais des fois le MRND et le CDR étaient réellement les vrais commanditaires de certains assassinats. Ainsi, l'Etat restait seul responsable aux yeux du public qui considérait que le désordre était provoqué par les autorités en place qui refusait la mise en place d'un Gouvernement d'Union prévu par les Accords d'Arusha. Ce piège du FPR a fait mouche et l'Etat fut continuellement accusé comme étant le seul responsable de cet état de choses sans que le FPR fut soupçonné. En vérité si nous revenions aux exactions commises par nous les INKOTANYI, dans les zones que nous contrôlions, et toutes les atrocités faites aux populations innocentes originaires des régions au Nord du pays, il était très difficile de dissocier les actions des Inkotanyi et celles des Impuzamigambi.

Par la suite, les irréductibles de Habyarimana, même si on ne devrait pas avoir peur de signaler que la majorité des proches du Président (Akazu) étaient originaires du Nord, trouvaient qu'il n'y avait aucune raison de s'opposer à la participation de la CDR dans la gouvernance du pays alors que ce parti était une création et un outil du MRND qui lui participait au gouvernement de transition. Il n'était pas concevable que le FPR et son armée APR participent à la gestion du pays alors qu'ils étaient aussi des criminels comme nous l'avons vus dans les pages précédentes. En fait, les raisons avancées aussi bien par le FPR que par Habyarimana pour refuser la mise en place des institutions n'étaient que des prétextes que les gens ordinaires étaient incapables de s'expliquer. En effet il était difficile de prouver que le FPR était une armée de criminels, parce qu'il savait camoufler ses forfaits, et les faisait endosser par le MRND et l'Etat.

La différence entre les assassinats commis par l'Etat et ceux commis par le FPR réside dans le fait que le FPR recourait aux services des professionnels bien entraînés, qu'il ne criait pas tout haut ses exploits et ne tolérait pas que les observateurs indépendants viennent fourrer leur nez dans ses affaires. L'Etat, par contre, utilisait les Interahamwe drogués au chanvre et leurs exactions étaient commentées victorieusement par la radio RTLM et tous les journaux soutenus par le régime de Habyarimana.

POURQUOI LES CRUAUTES FAITES DANS LES ZONES CONTROLEES PAR LE FPR SONT RESTEES MECONNUES

La principale ruse toujours utilisée par le FPR est de nier tous les crimes commis, même si par la suite il doit avouer après le constat que cela ne lui ferait pas de tort. Pendant toute la durée de guerre, le FPR n'a autorisé la visite des journalistes dans sa zone de contrôle que quand il était sûr qu'ils ne lui étaient pas hostiles. Quant aux autres journalistes, c'étaient ceux qu'il avait corrompus comme le nommé Hussein Abdou Hassan de la BBC. Personne ne savait s'il s'agissait d'un Inkotanyi ou d'un journaliste d'une Radio aussi respectable comme la BBC. Pour faire visiter les journalistes dans sa zone de contrôle, le FPR les invitait quand il voulait, les conduisait là où il voulait, et même les prévenait qu'il y avait des mines cachées ici et là, que les combats font rage de ce côté-ci, bref le journaliste était orienté dans une voie bien préparée longtemps à l'avance. En général on les faisait visiter le long de la frontière et non à l'intérieur du pays. Ainsi les journalistes croyaient faire une longue distance à travers le pays alors qu'ils ne dépassaient même pas 1 km de la frontière et une fois fatigués, ils étaient logés sur place. Cette supercherie a longtemps alimenté la propagande du FPR sans que personne n'aperçoive ses charniers.

Un autre point où les Inkotanyi ont été plus rusés que le gouvernement, consistait à brûler les corps de ses victimes pour disperser les cendres loin des lieux des massacres de façon qu'il n'était pas facile d'identifier les personnes tuées. Mais nous connaissons plusieurs endroits où les massacres des populations ont eu lieu. En aucune occasion on ne pouvait surprendre les Inkotanyi car il fallait avoir une autorisation pour pénétrer et se promener dans la zone qu'ils contrôlaient.

LA CRUAUTE UTILISEE PAR LES INTERAHAMWE A ETE COPIEE SUR LES INKOTANYI

Toute mort fait peur, mais je me contenterai de décrire la façon de donner la mort des deux côtés. Il s'agit de ce que j'ai vu de mes propres yeux, que ce soit l'œuvre du FPR ou celle de l'Etat via ses durs des services de sécurité.

DU COTE DES INKOTANYI qui ont été les premiers à commettre des crimes de guerre à partir du 4-10-1990 après la mort de Rwigyema survenue en date du 2-10-1990. Je parle de Rwigyema puisque lui n'aurait pas toléré qu'une armée sous ses ordres massacre des populations civiles aussi atrocement et inhumainement en utilisant les méthodes suivantes:

1. Lier les jambes à part, attacher les bras dans le dos et tirer jusqu'à ce que la poitrine éclate et fasse un bruit sec, mettre le supplicié à genoux, le frapper avec une douille de houe usagée en pleine tête. La victime tombe ainsi par terre, sa tête est fracassée sur les deux tempes jusqu'à ce qu'elle soit réduite en une sorte de motte de terre écrasée.

2. Attacher la victime comme décrit ci-dessus, la transpercer de plusieurs coups de couteau dans les côtes, ou poser un pied sur son ventre et appuyer très fort tout en la transperçant à l'aide d'une baïonnette.

3. Attacher la victime et couvrir la tête d'un sac en plastique jusqu'à l'étouffement par manque d'air.

4. Attacher une personne et, à l'aide d'une seringue, lui introduire du pétrole dans les deux oreilles et lui administrer des gifles simultanées sur les deux tempes. La victime est immédiatement prise de vertige et finit par mourir.

5. Enrouler une corde autour du cou, faire coucher la personne par terre et serrer la corde jusqu'à l'étranglement total.

6. Attacher très fort les jambes et les bras, suspendre la victime sur un poteau la tête vers le bas. De cette façon le sang jaillit des oreilles, de la bouche et du nez jusqu'à ce que mort s'en suive.

7. Pour soutirer des informations de quelqu'un, il faut le torturer pour le faire mourir à petit feu : le transpercer de coups de couteaux, le brûler par des gouttes de plastic chauffé, piquer le sexe avec des aiguilles - obliger les frères et sœurs d'avoir des relations sexuelles, un enfant avec son père ou sa mère alors qu'ils avaient signalé avoir une parenté très proche,...

8. La plupart du temps ceux qui étaient tués par balles ou grenades, c'était uniquement parce que les bourreaux n'avaient suffisamment pas de temps pour les torturer. Les autres victimes

qui avaient le privilège d'être tuées par balles étaient les femmes et jeunes filles qui se faisaient d'abord violer par les Inkotanyi ; ainsi ces derniers se croyaient protégés contre la mort sur le champ de bataille. Et pourtant, malgré qu'un tel comportement était réprimé par l'application du règlement, il a été régulièrement commis par les combattants du FPR. Les rares femmes qui survivaient à leurs viols, elles ne pouvaient pas savoir que leurs malfaiteurs ont été punis, pensaient tout simplement que cette pratique était tolérée par les Inkotanyi. Une autre pratique inhumaine que je ne peux pas passer sous silence – même s'il était sanctionné aussi – concerne les Inkotanyi qui, après avoir violé des femmes, introduisaient dans les organes génitaux de leurs victimes des couteaux ou des troncs d'arbre ainsi elles saignaient jusqu'à ce que mort s'en suive.

9. Pour tuer des enfants les soldats du FPR ne perdaient pas leur temps : il suffisait de prendre le bébé par les jambes, le balancer énergiquement et fracasser sa tête contre le mur d'une maison. Ceci occasionnait la mort instantanée de l'enfant.

10. Je ne connais aucun cas où les Inkotanyi auraient éventré une femme enceinte tel que rapporté par les Radios Rwanda et RTLM. Si de tels cas ont existé, j'en ignore personnellement. Par contre, ce que je peux affirmer c'est que pour de tels cas, nos militaires donnaient des coups de genoux au ventre et dans les côtes et les étouffaient ensuite à l'aide des sachets en plastique. Car, j'ignore où les Inkotanyi ont puisé cette science, ils prétendaient qu'une femme enceinte ne meurt pas facilement d'un coup de massue ou qu'il lui prend du temps pour mourir.

DU COTE INTERAHAMWE, les techniques ne diffèrent pas beaucoup de celles pratiquées par le FPR, à part que les armes utilisées n'étaient pas les mêmes.

1. Ils utilisaient la machette pour tuer une personne, si possible de la tête jusqu'aux pieds.
2. Des gourdins cloutés ont été utilisés pour fracasser d'un seul coup la tête d'une victime.
3. Des grenades étaient utilisées pour les exécutions de masse.
4. Ils tuaient les enfants de la même façon que les Inkotanyi.
5. Des filles étaient liquidées après avoir été violées.
6. Ils éventraient des femmes enceintes, ceci je l'ai vu moi-même.
7. Ils obligeaient des personnes d'une parenté proche à l'inceste.
8. etc... d'autres atrocités apprises des pratiques des Inkotanyi.

LES DEUX ETHNIES ONT REPONDU A L'APPEL AUX MASSACRES

CÔTÉ DES HUTU

Il est triste et malheureux que les Hutu aient trempé dans les massacres d'une telle ampleur. En réalité, les véritables témoins du génocide sont ceux qui l'ont perpétré et nous aussi, Inkotanyi, qui avons sillonné tout le pays de conquête en conquête.

Que je me fasse bien entendre, même si les témoins directs ont disparu, parce que même les rescapés s'étaient cachés et ne pouvaient voir cela des yeux, tous les Hutu, du Président de la République jusqu'aux enfants en bas âge, ont coopéré aux massacres des Tutsi en vue de leur extermination. Nier cela relève de la mauvaise foi, même si l'on n'a rien à se reprocher. Avoir refusé de participer aux massacres mérite la reconnaissance, mais l'on ne peut pas nier que les Hutus n'ont pas pris part au génocide.

L'extermination des Tutsi a été ainsi orchestrée par les autorités du sommet à la base, elles étaient représentées par les services de sécurité qui y ont participé, elle a été également exécutée également par toutes les milices dans un plan d'extermination d'une ethnie comme cela est déclaré et admis aujourd'hui.

CÔTÉ DES TUTSI

Les Tutsi n'ont jamais entrepris d'exterminer les Hutus. C'était d'ailleurs impossible vu leur force et leur nombre.

Il en va autrement en ce qui concerne les INKOTANYI du FPR. Les militaires du FPR prenaient plaisir à massacrer la population parce c'était l'ordre par leur chef Kagame. Ici, je dois rappeler que Kagame a donné cet ordre suite aux rapports des champs de bataille qui confirmaient notre impossibilité de conquérir les zones habitées. En effet, la population donnait des alertes à notre présence et effectuait des rondes de nuit pour nous traquer. Elle était en outre encouragée à dresser des chiens qui aboyaient dès que nous nous trouvions au loin pour alerter ainsi les militaires du gouvernement et la population qui sortait des maisons pour se cacher.

Selon Kagame, quelques Hutu que comptait le FPR l'avaient convaincu que la politique du MRND ne pouvait pas être déracinée de têtes des « ABAKIGA » (gens du Nord) par de simples tracts ou par nos réunions politiques auxquelles ils ne viennent d'ailleurs pas participer. C'est ainsi qu'il avait formulé l'ordre : « FYEKA HAWO WAJINGA WOTE » (balayez tous ces imbéciles). Kagame prononça ces mots pour la première fois en décembre 1991 en visite à l'Unité (Unit) militaire appelée « Yankee combined mobile force » à Gikoba, à Shonga commune Muvumba. Cette région militaire comptait alors les unités (Units) suivantes: Zulu, Nkurumah, Bravo, Mike, Sierra, ... Toutes ces unités avec « Combined mobile force » étaient de part et d'autre de l'endroit où se trouvait Yankee à l'époque.

Toutefois, il n'était pas raisonnable que les civils répondent des crimes commis par les seuls militaires du FPR dont la plupart ignorent d'ailleurs comment il a été fondé. C'est ce qui explique mon agacement parce que je ne comprends pas comment dans tout le pays les Hutu se sont fondés sur ces crimes du FPR pour exterminer une ethnie.

En bref, les Hutu, sous l'administration du pouvoir en place à tous les niveaux, ont exterminé les Tutsi. Même ceux qui ont eu la vie sauve, auraient pu être tués, simplement ils n'ont pas été trouvés. Ceux qui s'y sont opposés méritent la reconnaissance.

Les Tutsi du FPR, je parle des militaires, ont massacré les Hutu en masse, le plus grand nombre possible. Pour être clair, les Tutsi du FPR ont tué tout Hutu qu'ils ont rencontré ou celui dont la belle occasion s'est présentée. Ce crime ignoble a été commis par environ 23000 militaires du FPR. Certains le faisaient parce que c'était un ordre du chef, d'autres par le simple plaisir de tuer, et tout cela parce que c'était un droit, une autorisation émanant d'un seul homme : KAGAME.

LES RAISONS DE REPRISE DE LA GUERRE TELLES QUE SOUHAITEES PAR LE FPR

Comprendre cet élément permet également de saisir comment le génocide a été rendu possible, tout ce qui a été manigancé pour l'accélérer afin que le FPR trouve des raisons de reprendre la guerre, d'espérer une victoire militaire rapide par la voie la plus courte.

C'était la stratégie habituelle de Paul Kagame chaque fois qu'il devait justifier la reprise de la guerre en 1992, 1993 et 1994: montrer à la communauté internationale que le gouvernement massacre les gens et ne respecte pas les droits de l'homme. Pour y arriver, Kagame assassinait des hommes politiques ou les Tutsi et montrait du doigt le MRND. Parfois le MRND était

réellement coupable. Une victoire militaire du FPR ne pouvait être possible qu'avec peu de soldats gouvernementaux au front. D'où la stratégie du FPR de semer la zizanie dans le camp gouvernemental en divisant les Hutu et en distrayant les militaires du gouvernement alors que Kagame voyait la route s'élargir vers le pouvoir. Ce plan requérait un raccourci: semer les troubles en tuant HABYARIMANA et en sacrifiant sciemment les Tutsi de l'intérieur.

Par ailleurs, pour que la victoire soit possible, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) devait exécuter le plan de Kagame: tout faire pour entraîner et distraire les militaires gouvernementaux dans les massacres et les viols. Nous ne devions pas nous écarter de notre seul et unique objectif: conquérir le pouvoir. Il était hors de question de sauver les Tutsis menacés de mort. Nous avions les instructions de ne venir en aide qu'à ceux qui par chance se trouvent sur notre passage et non au-delà.

Nous les enfants nés au Rwanda et qui avons de la famille, nous avons été écœurés par l'attitude de Kagame dans ce qu'il appelait "arrêter le génocide" dans le seul dessein de tromper la communauté internationale. Nous nous sommes même demandés si c'était pas vrai, la thèse répandue selon laquelle il n'y avait pas de Tutsi au Rwanda ou que ceux qui avaient cette physionomie n'étaient pas Tutsi en réalité parce qu'ils ont épousé les comportements et les idées hutu.

6 AVRIL 1994 : ASSASSINAT DU PRESIDENT HABYARIMANA

A propos du FPR, j'en ai parlé beaucoup mais en réalité il ne s'agit pas du FPR tel que nous le connaissons dans les médias, même actuellement le FPR qui fonctionne dans les salons, n'est pas le FPR officiel. Je veux dire, le FPR de Kagame, n'était pas le FPR de Kanyarengwe. En assassinant le Président Juvénal HABYARIMANA, ce FPR parallèle visait ceci :

1. En le tuant, personne d'autre ne pouvait mobiliser les gens pour résister contre le FPR. Il était en effet difficile de trouver quelqu'un qui avait une base politique suffisante et qui en même temps avait une mainmise, une réelle autorité sur l'armée. Il était difficile de trouver une personnalité comme Habyarimana pour trouver des aides extérieures parce qu'il avait beaucoup d'amis personnels parmi les chefs d'état. Je n'accepte pas la thèse selon laquelle la majorité de la population n'aimait plus Habyarimana parce que nous avons vu ce qu'ils ont fait à sa mort. Sa succession s'annonçait donc très difficile surtout si le pays y compris la capitale Kigali, devait se trouver à feu et à sang.

2. La mort de Habyarimana devait engendrer un désordre sans précédent dans lequel beaucoup de gens devraient trouver massivement la mort. Sans même viser Habyarimana

personnellement, tous nos opérateurs du Network à Kigali avaient informé dans leurs rapports que l'assassinat d'un autre homme politique important entraînerait à coup sûr l'extermination des Tutsis. Tout le monde devrait comprendre ceci car c'était une réalité. Pour preuve, lorsque nous avons assassiné Katumba, des milliers de Tutsi sont morts en représailles, parce que c'était un interahamwe connu uniquement dans le quartier Gakinjiro. Qu'est-ce que Kagame croyait qu'il allait arriver à la mort du Président Habyarimana-ikinani ? Quand nous avons repris les hostilités à Muvumba, des milliers de Tutsi ont été tués par exemple au Bugesera, que pensait-il si Kinani devait être tué ? Qui ignore l'embrasement qui s'est produit lorsque Félicien Gatabazi a été tué, assassiné par les Inkotanyi, le lendemain c'est Bucyana qui a été tué et le sang a coulé partout. En assassinant Habyarimana Kagame avait prévu les conséquences. Ces conséquences constituaient un avantage pour Kagame, parce que les FAR, les GD, les CDR, les INTERAHAMWE et tous ceux qui opéraient comme eux n'avaient d'autre plan que de s'en prendre aux Tutsi et les massacrer, ces mêmes Tutsi qui ignoraient ce qui se tramait sur leur dos. Tandis que les Tutsi seraient massacrés, violés et pillés, nous devrions nous faufiler à Kigali pour la conquête de la capitale et la prise du pouvoir.

3. Assassiner Habyarimana constituait incontestablement la voie la plus directe pour rendre caducs les accords d'Arusha parce que les négociateurs ne pouvaient pas reprendre les pourparlers pour désigner un successeur au Président assassiné.

La façon dont Habyarimana a été assassiné et les informations qui ont été délivrées par des témoins de première main, dont je fais partie, ont été rapportées par la presse à sa manière, sans que je sache comment elle a eu accès à ces témoignages. Cela a suscité beaucoup de commentaires. Ce n'est pas mon affaire, ceux qui ont fait des enquêtes, ceux qui porteront plainte et ceux qui seront inculpés, savent comment ils vont se comporter devant la justice, comment ils vont contester les charges qui leur seront imputées. En ce qui concerne les autres massacres attribués au FPR, j'écrirai bientôt tout ce dont je me rappelle y compris les noms de ceux qui les ont perpétrés parce que j'étais présent dans cette guerre dès le début. Ce que j'ignore c'est les endroits et les exactions auxquelles je n'ai pas assisté quoique j'ai été souvent informé par d'autres.

Ce qui est important à propos de l'assassinat de Habyarimana, que je n'aimais pas du tout et que j'ai combattu, c'est que des gens insoupçonnables par Kagame et son entourage, ont témoigné. Il sera surpris de se voir accusé par de gens qui ont comploté avec lui, des personnes considérées à l'époque comme des intimes et sur lesquels il se trompe encore aujourd'hui.

En ce qui concerne les militaires qui ont exécuté l'ordre de Kagame d'abattre l'avion ou ceux qui ont transporté les missiles de Kigali à Masaka, la communauté internationale devrait veiller sur leur sécurité pour s'assurer qu'ils ne soient assassinés en vue de faire disparaître les témoins gênants. Je citerai quelques noms pour qu'ils soient suivis :

- Major Ruzahaza. Le jour où les missiles devaient quitter Mulindi, c'est lui qui a conduit les militaires jusqu'au Convoy. Il était capitaine à l'époque avec 6 militaires sous ses ordres. Ils étaient escortés par des Casques Bleus ghanéens de la MINUAR qui n'ont pas remarqué la présence des missiles dans le camion;
- Warrant Officer 2 demob Eugène Safari. qui se surnommait « Karakonje » parce qu'il adorait la bière bien fraîche, conduisait le camion qui transportait le bois de chauffage de Mulindi à Kigali (quartier du FPR au CND) ainsi 2 missiles dissimulés dans des coffres sous le tas de bois ;
- Sergent Moses Nsenga. A l'époque, il était caporal. Actuellement, il s'est réfugié en Uganda. C'est le frère de Kayonga. Parmi ceux qui ont chargé les missiles dans le camion ont disparu seul le Sergent Tumushukuru est en vie. Les autres comme le caporal WO2 Rwamapasi Stanley est mort en 1998, le Caporal WO2 Seromba est mort en 1997. Le chargement de ces missiles était par ailleurs supervisé par l'actuel lieutenant-colonel Joseph NZABAMWITA avec le Major BIRASA qui était alors capitaine, celui-ci a été assassiné par Paul KAGAME;
- Sgt Mazimpaka Didier qui aurait aujourd'hui le grade de sous-lieutenant, il a conduit la Toyota Stout 2002 qui transportait les deux missiles utilisés pour descendre l'avion de Habyarimana. Il a transporté les tireurs et les a ramenés au CND après l'attentat. Il a plusieurs fois échappé à l'assassinat par chance ou parce qu'il en était averti.
- Capitaine Frank Nziza. Il était sous-lieutenant à l'époque. C'est un tireur chevronné des missiles SA16 que nous appelions SAM 16. C'est lui qui a tiré le missile qui a désintégré l'avion en plein vol. Avant d'envoyer trois autres militaires en Uganda pour apprendre le maniement de ces missiles, il n'y avait personne au sein du FPR qui savait les utiliser. Ceux qui sont venus apprendre le maniement de ces armes sont : Sergent Nyamvumba Andrew, Sergent Twagira Steven, Caporal Hakizimamna Eric, tous étaient des soldats du High Command chargé de la sécurité rapprochée de Paul Kagame;

- Le caporal aujourd'hui Lieutenant Eric Hakizimana, c'est lui qui a tiré le premier missile qui a atteint l'aile droite de l'avion, celui-ci aurait même pu se poser mais le deuxième missile l'a complètement désintégré.
- Sergent Ntambara Potiano. Actuellement, il a le grade de lieutenant. Il est parti dans la Toyota qui transportait les missiles en tant que garant de sa sécurité il est revenu par le même moyen.
- Sergent Aloys Ruyenzi. Il est actuellement sous-lieutenant et se trouve en exil en Uganda. A cette époque, il avait remplacé le lieutenant Silas Udahemuka, le Chef des renseignements de Kagame. Ruyenzi se trouvait également à l'endroit où la décision d'abattre l'avion présidentiel a été finalisée lors d'une réunion présidée par le Maj Gen Paul KAGAME et donnant des ordres, le Col Kayumba Nyamwasa, le Lt-Col James Kabarebe, le Col Lizinde Théoneste, le Maj Jacob Tumwine et le Capt Charles Karamba. C'était le 31 mars 1994. Tous les participants à cette réunion sont encore en vie à l'exception de Lizinde qui a fui le Rwanda et a été assassiné pour cette raison. La pièce où s'est tenue cette réunion était gardée par le sergent Paul Karabayinga (actuellement lieutenant) et le sergent Sempa Peter. Celui-ci a perdu sa vie à Bukavu en 1996 dans des conditions jamais élucidées.

On peut en citer encore beaucoup de gens qui ont été au courant du projet d'attentat contre l'avion. Notamment au sein des membres du fameux Network (Réseau) et les militaires du 3ème bataillon stationnés alors à Kigali. Ce qui est inquiétant, c'est que tous ceux qui seront soupçonnés d'avoir coopéré à la collecte de ces informations seront éliminés par Kagame s'ils ne sont pas protégés. Personne n'ignore comment il a fait disparaître le capitaine Hubert Kamugisha qui nous dirigeait dans la recherche des renseignements à Kigali et dans les milieux des Interahamwe. Il a été tué dans la région de Bugesera. Son garde de corps a été sommé d'affirmer qu'il l'a entendu se suicider en tirant sur lui-même.

Celui qui n'est plus en bons termes avec Kagame, ou soupçonné de pouvoir divulguer ce secret, a été assassiné ou est surveillé de près en attendant une bonne occasion de l'éliminer. Afin que les Rwandais soient de plus en plus éclairés sur toute cette affaire, je publierai bientôt tous les noms des infiltrés, « techniciens », dont je me souviens qui opéraient avec moi à Kigali et même ailleurs au Rwanda.

**LE FPR AVAIT-IL PREVU LES CONSEQUENCES
LIEES A LA MORT DE HABYARIMANA
A-T-IL PREVU COMMENT IL ALLAIT SE COMPORTER PAR EXEMPLE POUR
LA PROTECTION DES TUTSI?**

Cette question est fondamentale car si les Rwandais savaient ce qui s'est passé, ils descendraient dans la rue pour exiger la démission de Kagame et sa traduction devant les tribunaux comme d'autres criminels. Voici des exemples montrant que l'APR était capable de sauver des gens, mais que cela n'entraînait pas du tout dans les priorités de Kagame:

1. Les militaires de l'APR pouvaient marcher au moins 30 kilomètres par jour. C'est le minimum puisqu'il leur est arrivé, en faisant face aux attaques, d'effectuer 80 kilomètres et d'engager tout de suite le combat. C'est tout à fait vrai : la 59^{ème} Unité a quitté Butaro pour passer la nuit à Miyove alors qu'elle avait interrompu la marche pendant longtemps en attendant des ordres dilatoires de l'officier supérieur Kagame. Ce dernier savait bien ce qu'il avait demandé à ses Cos. La 59^{ème} Unité a poursuivi sa marche vers le CND pour y arriver le 10 avril 1994 dans la journée. D'autres Unités, comme Bravo et Alpha, ont mis seulement deux jours pour y arriver. Une partie de la 101^{ème} est arrivée en même temps que les premières, une partie de la Police Militaire (Military Police) est arrivée le troisième jour, c'est-à-dire le 9 avril. A ce moment, les troupes transportaient, en plus de leurs effets personnels, plus de 30kg chacun. Ils marchaient jour et nuit pour nous apporter des munitions pour plusieurs jours en attendant que nous débloquions la route menant à Byumba. Les troupes pouvaient donc effectuer plus de 100 kilomètres (pour ceux qui sont venus de Butaro) en 3 jours, alors que nous nous battions en même temps le long de notre avancée.

2. Au fil des jours, certaines recrues des Inkotanyi provenaient du Rwanda en grand nombre. Hormis ceux qui sont venus de l'Ouganda qui prétendaient qu'il n'y avait pas de vrais Tutsi à l'intérieur du Rwanda, que ceux qui y étaient restés étaient des matérialistes, qui n'ont pas voulu s'exiler, des Hutu dans leur manière de penser, nous autres, venant du Rwanda étions déterminés à aller au secours des nos familles qui étaient en train d'être décimées. Ce qui est surprenant, et qui a poussé bon nombre de nos compagnons au suicide, c'est qu'on nous empêchait de sauver des gens qui mouraient sous nos yeux. Certains prenaient leurs fusils pour se suicider, en déclarant qu'ils se sont trompés en se faisant enrôler dans les Inkotanyi.

Moi, je ne me suis pas trompé, mais j'ai été fort chagriné par la non-assistance à nos familles qui mouraient alors que nous avions les moyens pour l'empêcher.

3. Nous connaissions Kigali plus que ses résidents. Nous connaissions tous les petits sentiers même ceux empruntés par les rats, nous connaissions Kigali nuit ou jour, nous savions tous les lieux où les gens devaient être secourus... Hormis Kigali, il n'était pas difficile de nous rendre dans d'autres régions du Rwanda. Nos compagnons qui en étaient originaires pouvaient nous indiquer le chemin.

4. Au Rwanda, on connaissait des régions où il y avait beaucoup de Tutsi qu'on pouvait protéger collectivement pour qu'ils ne soient pas massacrés. Ces régions n'étaient pas nombreuses. Ce sont, entre autres, Bugesera, Kibuye, Butare et Rwamagana. Ceux qui ont porté secours à certains endroits pouvaient également le faire dans les régions environnantes.

5. Voyons pourquoi Paul Kagame n'avait aucune envie de sauver des Tutsi alors que c'était lui qui les avait plongé sciemment dans une situation critique.

Prenons par exemple le cas de Kigali seulement

- Suivant nos capacités militaires, nous pouvions parcourir de longues distances en train de combattre, comment est-ce possible que l'APR n'a même pas pu protéger ceux qui étaient à l'ETO Kicukiro s'il y avait vraiment une volonté de sauver les gens ? Ne savait-il (Kagame) pas qu'il y avait des gens ? Était-il si difficile de quitter le CND pour aller porter secours à des gens qui se trouvaient à moins d'une heure ?
- Y'a-t-il une si longue distance à tel point qu'on ne peut quitter Rebero pour porter secours aux gens qui se trouvent à Rwampala ?
- Comment peut-on expliquer que les criminels érigent une barrière meurtrière sur le petit pont près de la gare routière de Nyabugogo en direction de Gatsyata alors que Kagame avait la compagnie Bravo sur le mont Jari ? Comment expliquer qu'on a laissé tuer une foule de gens à Gisozi, à Kagugu, à Kinyinya alors que l'APR y était à moins de deux kilomètres ?
- Le CND était-il si loin que l'on ne puisse pas porter secours aux gens qu'on décimait à Kacyiru, à Cyimicanga et au-delà de la Sainte Famille ?
- Comment peut-on expliquer que les gens ont été décimés au Bugesera alors que l'APR était à peine 35 kilomètres de Nyamata ? Il n'y avait pas de camps militaires sur notre

route plus forts que les redoutables positions de Ruhengeri et de Byumba où les militaires de Habyarimana nous ont pourtant dû laisser passer?

En dehors de Kigali

- Mis à part le Bugesera mentionné plus haut, qu'est-ce qui nous a empêché d'intervenir à Kabuga et à Rwamagana ? Etait-ce si loin au point de ne pas y arriver à temps ? N'avons-nous pas par la suite montré que nous étions capables de nous rendre à Kinshasa à plus de quatre mille kilomètres (4000 km) nous n'y sommes pas allés par les airs, puisque nous avançons en zigzag ce qui a augmenté le nombre de kilomètres et nous y sommes arrivés à moins de 150 jours ? Ce qui revient à dire que nous effectuions 26 kilomètres par jour. Il nous arrivait d'effectuer même plus de 80 kilomètres !
- A Butare par exemple, pourquoi les Tutsi ont-ils été tués, alors que le génocide y a commencé plus d'un mois plus tard ? A Kibuye, personne n'est allé secourir les Tutsi qui se sont défendus jusqu'au mois de juin où ils ont fini par être massacrés sauvagement, après avoir manqué d'assistance ?
- N'allons pas très loin, restons au portail du CND à 20m. Si les inkotanyi se souciaient des gens, pourquoi Kayonga, qui savait que l'avion allait être abattu, a-t-il ordonné que les civils soient chassés et qu'on ferme les portails de l'enceinte, afin d'éviter qu'on dise qu'on les a cachés sciemment ? Combien de cadavres tutsi ont-ils été écrasés par des véhicules au rond point de Kimihurura, alors que les gens avaient été chassés du CND, où ils étaient allés trouver refuge,? Quel est le sacrifice des Tutsi plus fort que celui-là ?

Je l'ai déjà dit et je le répète : KAGAME NOUS A EMPECHES DE SAUVER NOS FAMILLES ALORS QUE NOUS EN AVIONS LES MOYENS ET LA VOLONTE.

Ce que je peux ajouter, c'est que l'on a secouru les gens pour trois raisons :

1. Une personne dont le FPR aurait besoin pour le pouvoir
2. Des personnes qui par hasard se trouvaient sur notre chemin
3. Certains commandants pris de pitié ont sauvé des Tutsi à l'insu de Paul Kagame. Sauver les paysans tutsi n'a jamais fait partie de la stratégie Kagame

Voyons brièvement l'ambiance qui régnait au sein des militaires de l'APR pendant le génocide. En tant que soldat, qui a fait la guerre, je conçois qu'il est nécessaire de disposer des troupes fraîches qui peuvent remplacer les troupes militaires au combat quand c'est nécessaire, ou qui peuvent les renforcer, cela est vraiment très utile.

Mais il n'y avait vraiment aucun plan de secourir les gens. Dans Kigali il y avait des Unités de l'APR dont certaines avaient été envoyées et d'autres formées sur place. On peut citer entre autres : Alpha, Bravo, la 59^{ème}, la 7^{ème}, la 3^{ème} et Police Militaire. D'autres avaient des « Coys » à partir de A-B-C-D-E-F-G-K- HQ. Là où il y avait peu, il y en avait 10 et chacun comptait près de 170 personnes. Il y avait également de grandes unités qui comptaient jusqu'à 2000 personnes. Ajouter à toutes ces personnes une multitude de techniciens infiltrés dans la ville de Kigali. En réalité, il y avait dans la ville de Kigali et dans les environs plus de 12000 militaires de l'APR pendant que des gens mouraient autour d'eux.

Ce qui s'est passé après la prise d'une grande partie de Gikondo est consternant : au moment où le sang des nos êtres les plus chers coulait, les officiers supérieurs affectaient un grand nombre de militaires pour piller les grands magasins comme Magerwa. Les militaires n'allaient pas secourir ceux qui étaient en danger puisque cela ne faisait pas partie de leur mission donnée par Kagame. Lorsque celui qui passait outre pour prendre l'initiative perdait un homme hors de sa zone d'action, il était jeté en prison. Des hommes comme Kaka, Dodo, Ngonga, Bagire, Kayonga rivalisaient dans le pillage des Land Cruisers qu'ils transformaient en jeeps d'escorte. Ces militaires ressemblaient aux Interahamwe. En vérité tout ce qui va pourrir commence par le haut.

On n'a jamais connu de meilleurs combattants que les hommes évoqués ci-dessus. Ajoutez à ceux-là Kaddafi, Nyamurangwa, Kwikiriza, Kalisa, Rwigamba, Nkubito et bien d'autres. Nous les considérons comme des combattants qui connaissaient leur devoir. Mais ils n'avaient pas de mandat. Au lieu d'aller protéger les gens, ils se sont livrés à la débauche avec les femmes, au pillage des Nido, des Carlsberg, des Whisky, des Mützig et des Primus. C'est à partir de cela qu'a commencé les vagues de pillages. Au moment où les Interahamwe tuaient et pillaient, l'APR continuait à festoyer à Magerwa et dans la sucrerie de Kabuye. Après avoir tué des innocents à Byumba, l'APR s'est livrée au ratissage dans les voisinages et au pillage du pays, acheminant le butin en Ouganda. Tout ceci est consternant. Je donnerai par la suite d'amples détails dans d'autres écrits.

POURQUOI KAGAME SE PRESENTE-T-IL COMME LE SAUVEUR DES TUTSI ?

Ceci est un mensonge, le jour où il sera dévoilé, Kagame en sera la première victime. J'ai montré comment la situation a évolué des deux cotés, comment les Interahamwe sont devenus de plus en plus cruels. Ceux qui ont montré le plus de cruauté sont ceux qui avaient fui les combats du FPR qui leur avait décimé des gens dans les régions de Byumba et de Ruhengeri. Aux portes de Kigali, ces Interahamwe étaient devenus comme de vrais animaux, incapables de différencier les Inkotanyi des Tutsi. A cela il faut ajouter la propagande divisionniste, la mort du Président et de sa suite, lesquels étaient responsables des Interahamwe, et des FAR, ils ne voyaient pas qui pouvait affronter le FPR. Tout cela ne pouvait que conduire à l'extermination des Tutsi.

A cause des massacres odieux commis par les Interahamwe contre des Tutsi, les erreurs de Kagame, quelle que fût leur gravité, perdaient de poids pour les Tutsi qui le considèrent comme celui qui a stoppé le génocide. Et comme il adore les honneurs, Paul Kagame a fait avaler cette version des faits qui le permet de s'arroger le droit d'écraser quiconque sort de sa ligne de pensée.

A ceux qui pensent autrement, il dit « vous êtes des criminels ! » Aux pays étrangers qui lui demandent de tempérer sa politique oppressive, il répond : « **Taisez-vous ! Les gens sont morts sous vos yeux. Moi je suis parvenu à renverser le gouvernement, qui les tuait, et à arrêter le génocide. Comment vous mêlez-vous de nos problèmes ?** »

Et voilà qu'il s'impose comme celui qui a sauvé les rescapés alors que c'est lui qui a causé le désastre. Un Tutsi a servi de détonateur aux massacres des Tutsi pour les laisser périr sans défense.

L'IMPLICATION DES PAYS ÉTRANGERS DANS NOTRE CONFLIT

Bien sûr des choses affreuses existent dans toutes les révolutions, dans les guerres dites de libération, dans les affrontements entre les armées régulières et les rebelles, mais dans la guerre des Inkotanyi, j'ai vu beaucoup trop de choses. Maintenant ils veulent continuer à tenir le peuple sous le joug du mensonge et de l'intimidation.

Premièrement, la guerre est partie d'Ouganda et elle a été menée par une armée composée majoritairement de jeunes Tutsi venant de plusieurs pays : de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Zaïre, du Burundi, du Rwanda, du Kenya et en petit nombre d'autres pays.

Ceci suffit pour comprendre d'emblée que ces pays y ont joué un rôle. Il semble être clair que ces pays ont été informés et qu'ils ont permis aux jeunes Tutsi d'y transiter pour se rendre au front. Parmi ces pays, il y en a qui envoyaient des agents de renseignement pour accompagner ces recrues. Plus de 30.000 personnes ont transité par le Burundi pour entrer en Ouganda. Celui-ci a accueilli beaucoup de jeunes recrues. Tout le monde devait y passer.

Deuxièmement, le Rwanda, tout comme le FPR, ne fabriquent pas d'armes. Ils doivent les acheter. Les acheter suppose des deux côtés et qu'il y a des pays qui les vendent. Le Rwanda utilisait ses propres fonds pour acheter des munitions, recevait d'autres sous forme d'aide ou de crédits de pays amis. Parmi ces pays amis, il y a la Belgique, la France, la Chine, la République Sud-Africaine, l'Egypte, la Russie, etc. La guerre demande continuellement qu'on achète de nouvelles armes susceptibles de faire face à celles de l'ennemi. Il faut donc des instructeurs, souvent étrangers pour enseigner le maniement de ces nouvelles armes.

On sait qu'il y a eu des instructeurs belges et français au Rwanda. De la même manière, personne ne peut nier que l'APR avait des instructeurs ougandais et que certains militaires étaient envoyés en formation dans les pays amis. On ne peut donc pas ignorer cette logique.

Parmi les questions soulevées aujourd'hui, le Rwanda accuse la France d'avoir joué un rôle dans ce qui s'est passé au Rwanda en entraînant des Interahamwe. Moi je demande ceci : que devaient apprendre les Interahamwe qui nécessitait l'expertise française ? Ce qu'ont fait les Interahamwe, c'est couper avec des machettes ou lancer des grenades. Ils devaient également manier des fusils en usage au Rwanda, tâche que les policiers communaux pouvaient accomplir. Si les Français étaient venus inciter les Interahamwe à haïr leurs compatriotes, les encourager à verser du sang, les commander, j'aurais accepté qu'ils aient joué un grand rôle. Tuer des paysans sans défense ne demande tout de même pas une expertise française ! Bien sûr les Français ne sont pas sans blâme, car au moment où nous maudissions Habyarimana, eux le portaient dans les nues comme un grand ami. Pour moi et pour d'autres membres du FPR, l'ami de notre ennemi était notre ennemi. Mais pourquoi continuer à accuser la France ? J'ai bien évoqué des endroits où nous, les Inkotanyi, avons massacré la population. Devons-nous traduire devant les tribunaux internationaux pour crimes de génocide les Burundais qui nous ont donné le passage et les Ougandais qui nous ont formés et fourni les munitions ? Après le génocide et pendant la guerre du Zaïre les militaires rwandais ont été instruits par des

Américains, des Israéliens, des Coréens du Nord, des Sud-Africains, des Ethiopiens, des Erythréens, des Russes, des Kenyans et d'autres encore. Est-ce que cela veut dire que ces pays doivent répondre des crimes que nous avons perpétrés contre des Hutu et des Congolais que nous avons exterminés au Zaïre?

Notre armée comptait dans ses rangs des militaires ougandais. Kagame l'a accepté, et il les renvoyés en les remerciant officiellement. Certains de ces militaires maniaient des armes lourdes comme 122mm, 107mm, 120mm. Devons-nous pour cela prendre l'Ouganda au cou pour justifier les problèmes du génocide ?

Il est temps que les Rwandais soient réellement libérés. Il faut qu'ils connaissent l'origine du mal qu'ils ont enduré. Habyarimana a planifié l'ineffable et Kagame l'a exécuté. Habyarimana est mort, mais Kagame peut être encore traduit devant les tribunaux pour être jugé. Cela me semble nécessaire afin que les Rwandais puissent vivre ensemble en paix.

Ceux qui ont aidé Habyarimana avaient des intérêts communs avec lui, il savait mentir à la communauté internationale et tout le monde accourait. Cela a pris fin en 1990. Le Zaïre et la Belgique sont venus au secours sous le prétexte que l'Ouganda avait attaqué le Rwanda, mais dès qu'ils ont constaté que ce sont les Tutsis qui voulaient rentrer au Rwanda, ils ont retiré leur engagement ; le lendemain ce sont les Français qui ont porté secours à leur ami Habyarimana alors que les autres l'avaient abandonné. Arrivés sur place ils ont coopéré dans le commerce de la drogue dans les affaires des présidents Habyarimana et Mitterrand ainsi que leur entourage. Sur le marché des armes et des munitions, les marchands se sont faits avoir, là aussi il y a une explication à propos des relations entre Habyarimana et Mitterrand, le FPR prend cela comme prétexte pour cacher ses propres forfaits. C'est triste mais cela ne l'innocente pas.

QUE FAIRE MAINTENANT ?

L'ONU doit oser et sortir de cette honte de ne pas avoir pu sauver les Rwandais. Y'a-t-il eu des résolutions qui incitaient Hutu et Tutsi à se battre ? A-t-on oublié les paroles de Kagame interdisant toute intervention de l'ONU sous l'argumentation qu'il n'en avait plus besoin et qu'il arrêterait lui-même le génocide ? Si l'ONU s'était engagé et si l'on avait tué des casques bleus qui craignent la mort, à qui la faute aurait-elle été attribuée ? Quels sont les pays qui composent l'ONU, pourquoi parmi les puissances qui le composent une seule serait-elle montrée du doigt ? Est-ce parce que c'est la seule puissance qui aurait pu empêcher le génocide ?

IL FAUT UNE ENQUETE INTERNATIONALE SUR LES RAISONS QUI ONT PERMIS AU GENOCIDE D'AVOIR LIEU EN UN BREF ESPACE DE TEMPS. IL FAUT IDENTIFIER LES RESPONSABILITES PARMIS LES DEUX PROTAGONISTES, L'ETAT ET LES MAQUISARDS.

RUZIBIZA A. JOSUE

(Sé)

RUZIBIZA ABDUL JOSUÉ

Pour toute information supplémentaire, l'auteur peut être contacté par l'e-mail ci-dessous. En cas de besoin, je lui donnerais le numéro de téléphone où je peux être joint.

Email: ruzibiza@operamail.com

Le 07 avril 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Je voudrais tout d'abord m'associer de tout coeur avec les amis et tous les Rwandais en général pour la mémoire d'innocents Tutsi qui ont été sacrifiés par le FPR dont je faisais partie. Je condamne avec la dernière énergie toute personne qui a versé le sang de ces innocents qu'il soit maudit, et que la malédiction le poursuive jusqu'à la mort.

J'exprime par ailleurs ma sympathie avec les victimes Hutu, dont la mort n'a même pas été considérée comme un génocide, alors que ce sont des êtres humains. Je suis très désolé pour tous ceux-la dont les leurs ont été victimes de comportement bestial des autorités, soyez vigilants afin que ces mêmes autorités ne vous mettent plus dans une telle situation de désolation, comme elles continuent de le faire. Que plus jamais le sang de rwandais ne soit versé par d'autres rwandais. Que ce soit Kagame, Habyarimana ou ceux qui les ont précédés, les pouvoirs changent mais le pays reste.

Le pays a existé avant Kagame, un jour il devra partir et le pays restera, il n'y a pas de raison qu'il le prenne comme une propriété privée. Nous en avons marre qu'il érige en fonds de commerce le sang des nos frères Tutsi, que les profits servent à acquérir des biens immeubles

de part le monde, ou à acheter des armes lourdes qui serviront à massacrer les Rwandais et leurs voisins, au lieu de profiter aux orphelins, aux invalides de guerre, aux veuves et tous ceux qui ont été précarisés par le génocide qu'il a provoqué et empêché que personne n'y mette fin. Il a fait tout cela pour s'arroger le contrôle du pays et le mettre en coupe réglée, comme il le fait actuellement.

Le pays n'a jamais connu un dictateur aussi cruel que lui, mais qu'il sache qu'un jour ou l'autre, il devra partir. Il n'a rien de plus que Habyarimana, Mobutu, Saddam Hussein, Idi Amin, Obote, Hitler et d'autres dictateurs plus coriaces que lui, qui sont tombés dans les oubliettes.

EXPLICATIONS SUR LES CHARGES FICTIVES QUI ME SONT IMPUTEES POUR LA SEULE RAISON QUE JE DENONCE LES RESPONSABILITES DE KAGAME DANS LA GUERRE QU'IL A MENE

- Considérant les récents remous autour de l'attentat contre l'avion de Habyarimana et ayant été cité parmi les témoins qui ont accusé Kagame d'avoir donné l'ordre d'abattre l'avion en tant que RPA CHC – (RPA Chairman of High Command) ; considérant que ce mensonge a fait son temps, dix ans durant lesquels il a abusé les Rwandais et la communauté internationale en prétendant que c'est lui qui a mis fin au génocide ;
- Considérant la fuite en avant de Kagame et les tentatives de salir ceux qui ont librement consenti, d'être les porte-parole et de témoigner sur son rôle dans les médias, de livrer librement leur témoignage ;
- Considérant tous les mensonges sans fondement qui ont été répandus dans les médias au Rwanda, et en Europe ;

Je trouve nécessaire de donner des explications aux Rwandais sur ce qui est rapporté à mon propos, de peur que mon silence ne soit pris pour un aveu et dans l'intention que le plus de gens possible comprennent la stratégie de Kagame, ses agents de renseignements et l'oligarchie qui gravite autour de lui, pour duper le peuple et rendre tout le pays otage du mensonge et ainsi le maintenir dans les ténèbres.

J'ai entendu beaucoup de choses en ce qui me concerne, mais je me limiterai aux points suivants que je juge les plus importants:

1. On m'accuse d'avoir fui le pays après avoir été condamné par des juridictions militaires pour détournements de fonds au sein de l'armée ;
2. Qu'il n'y a absolument aucune raison politique qui ait motivé mon exil et que même le prétexte du problème du retour du roi n' est pas ma réelle motivation ;
3. Que je fais partie des agents utilisés par la France, pour poursuivre leur politique négationniste du génocide des Tutsi et pour camoufler leur propre rôle dans le génocide;
4. Que le témoignage de ceux qui ont déserté l'armée ne peut être valide, parce que ce sont soit des criminels, soit des gens qui ont des comptes à régler avec l'Etat ; ou encore on pose la question de savoir pourquoi les enquêtes ne sont-elles pas faites au Rwanda ?

Voici ma réaction point par point

1. Je ne suis pas un malfaiteur et je ne l'ai jamais été. Je rappelle également que je ne me suis pas évadé de prison, je ne suis poursuivi par la justice pour aucun crime, je ne me suis pas soustrait à la justice pour quelque infraction que ce soit. J'ai été injustement arrêté injustement, sur complot ourdi par des gens pour des raisons que j'ignorais, j'ai été emprisonné du 3-05-1997 au 5-06-1999.

i) J'ai été libéré après jugement du conseil de guerre en deux temps: parce que la première fois, le 27 avril 1999, la Cour dirigée par le Lt Col Salton Bahenda, a jugé insuffisantes les charges de l'auditorat militaire alors qu'il n'y avait aucun témoin à charge. J'avais mes propres témoins à décharge qui n'ont pas été convoqués car l'auditorat militaire savait pertinemment qu'il n'y avait aucune charge qui pesait sur moi.

Le 01 juin 1999, la Cour a repris les auditions en espérant que l'auditorat militaire apporte des charges concrètes. L'auditorat militaire s'est de nouveau présentée sans aucune charge, sans témoin, même ceux que j'avais cités n'ont pas été convoqués. La Cour était présidée ce jour-là par le capitaine Hodari, époux de madame Christine Umutoni, ambassadrice du Rwanda en Uganda. Le procès a eu lieu en public, le Tribunal a trouvé que les charges qui m'étaient imputées n'étaient pas fondées, parce que les raisons de mon incarcération n'avaient pas de rapport avec les charges portées par l'accusation, il a été ainsi très vite démontré que mon arrestation cachait des secrets que je ne pouvais percer à l'époque. Le tribunal m'a blanchi, et a

ordonné ma remise en liberté et ma réintégration dans l'armée. Depuis le 05-06-1999, j'ai retrouvé mes droits.

ii) Lorsque je fus libéré, mon ancienne unité, le 9^{ème} bataillon, se trouvait à Kabalo et Nyunzu au Congo. C'est cette unité qui a demandé au chef d'état major, le Général Kayumba de me réintégrer dans mes anciennes fonctions parce que j'avais été injustement traité. Ici j'interpelle ceux qui répandent les bruits dans les médias : Comment se fait-il que ce soit mon unité dont j'aurai détourné les fonds, qui réclame au Chef d'état-major la réintégration dans mes fonctions? Les Rwandais pourraient-ils comprendre quelque chose dans cette affaire ? Y'a -t-il plus surnois que cette manipulation?

iii) J'étais tranquille chez moi, lorsque un émissaire de l'armée est venu me dire que le chef d'état-major voulait me voir. Une fois sur place, c'est le général Kayumba lui-même qui m'a dit : « qu'est-ce qui se passe avec toi tu refuses de travailler ? » Je lui ai répondu : « Mais Chef, vous savez très bien que je suis un officier, comment pourrais-je m'attribuer moi-même une mission ou choisir un quelconque poste ». « Vas tout de suite chercher le Lt Col Byegeka, dit-il, il t'expliquera ce que tu dois faire dans ton ancienne unité ». « Le 9^{ème} bataillon, vous voulez dire ? » demandai-je. Il a répondu « Oui ». Il était 11h00 du matin. Je me suis dépêché pour aller voir le Lt Col Byegeka : « où as-tu disparu, pourquoi ne retournes-tu pas à ton travail ? » demanda-t-il ? Je lui ai dit la même chose que ce que j'avais dit au général Kayumba. « Tout de suite, reprit-il, rejoins le 9^{ème} bataillon dans tes fonctions habituelles d'Officier administratif dans ton unité ». Je lui ai dit qu'on me prenait de court, que je n'avais même pas d'uniforme. Il a tout de suite téléphoné à l'aéroport au capitaine Gakumba Jomba, pour lui demander s'il n'y avait pas d'avion qui partait sur la RDC dans les régions de Manono, Kongolo, ou Kabalo. Il a répondu qu'il y en avait un pour Kongolo, que mon unité était en train de déménager vers le Kasaï et qu'une partie passerait justement par Kongolo. Il a ajouté que l'avion décollerait ce jour-là même vers 13h00 tandis qu'il y en aurait un autre pour plus tard. Le même jour, je fus embarqué sur cet avion en habit civil, sans autre objet personnel, y compris pour les soins de première nécessité. Encore une fois il faut comprendre que les accusations portées contre moi sont injustifiées.

iv) Une fois sur place, j'ai repris mes fonctions dans l'unité et je les ai assumées le mieux que j'ai pu. A mon arrivée, cette même unité comme toutes les autres de l'APR avaient même déjà arrêté, pour les officiers, les listes des promotions soumises à l'appréciation du gouvernement. Je ne figurais pas sur la liste car j'avais été incarcéré injustement. Mon unité a elle-même

demandé au chef d'Etat-Major de m'ajouter sur les liste des officiers à promouvoir en grade. Mais comme c'était trop tard, je n'ai pas été promu en même temps que les autres. Quelques jours plus tard, j'ai reçu une promotion spéciale. On pourrait poser la question de savoir si les criminels notoires dénoncés dans les médias reçoivent des promotions au sein de l'APR après avoir passé deux ans et deux mois en prison. Comment cela pourrait-il s'expliquer ? Autre chose qui pourrait apporter des éclaircissements serait de rendre public la copie de mon jugement, elle se trouve inévitablement au Tribunal si elle n'a pas été volatilisée. Même si elle avait été subtilisée, il faudrait expliquer quand même comment j'aurais été jugé par la « Cour militaire », la plus haute instance judiciaire de l'armée après mon départ en exil. Je ne puis être jugé par cette haute instance parce que je ne suis pas un officier supérieur. Je ne pourrais y être jugé que si je faisais appel, or je n'ai jamais fait appel parce que j'avais été acquitté. A ma connaissance, même l'auditorat militaire n'a jamais fait appel du jugement qui m'avait acquitté. Aurait-il fait appel deux ans après ma libération? N'y a-t-il pas de lois qui régissent l'appel dans les tribunaux militaires ? A un moment donné j'avais effectivement eu l'intention de porter plainte contre l'auditorat militaire pour abus de pouvoir, parce que j'avais été injustement incarcéré pour deux ans et un mois, mais quelqu'un qui y travaillait m'en avait dissuadé, et dit que je risquais d'être exécuté si je le faisais. J'avais alors abandonné. J'ai laissé tomber. Que les gens comprennent que je n'ai rien fait de mal, que je n'ai pas fui la justice.

v) Ainsi donc au moment de mon départ en exil, je ne me suis pas évadé de prison, même une fois arrivé en Uganda, j'ai expliqué les raisons de mon exil, mais je n'y ai pas demandé l'asile politique parce que ma sécurité ne serait pas garantie étant donné la proximité du Rwanda. Les services rwandais de sécurité pouvaient m'assassiner et ils s'y sont essayés à plusieurs reprises. J'ai passé deux ans et six mois en Uganda, sans être reconnu comme réfugié. Je n'étais protégé ni par l'état ni par le HCR parce que je n'ai jamais demandé l'asile. Je veux démontrer par là que si j'étais un criminel, les autorités rwandaises auraient bien pu demander mon extradition via Interpol et je connais beaucoup de gens qui ont été livrés au Rwanda au vu et au su de tout le monde.

vi) Autre chose que les gens devraient comprendre c'est que tous les gens qui fuient le pouvoir de Kagame sont accusés de mêmes crimes : tous les tutsi qui fuient pour diverses raisons se voient indistinctement accusés de deux faits: le détournement de fonds publics ou la soif du pouvoir comme ce fut le cas de Sebarenzi, qui était accusé de tentative de récupération des

militaires issus des rescapés du génocide, spécialement originaires de Kibuye, à des fins subversives, prétendent pour soutenir le roi.

Les Hutu qui prennent le chemin de l'exil, sont indistinctement accusés de fuir la justice pour leur participation au génocide de 1994. Ce mensonge commence à être lassant, désuet, il a fait son temps. Kagame doit arrêter cette comédie.

vii) J'ai été stupéfait de trouver dans les médias une lettre prétendument écrite par moi-même adressée à l'auditeur général pour lui présenter mes excuses en 1997 et avouer les faits qui m'étaient reprochés. Voilà un mensonge qui leur coûtera cher !!

1. Je ne pouvais pas écrire à l'auditeur général car je ne comparaisais pas devant la Cour martiale, j'étais de la compétence de l'auditorat militaire. En plus je n'étais pas officier supérieur.
2. Je n'avais aucune possibilité en prison d'écrire une lettre sur ordinateur, ni à l'hôpital comme cela est rapporté. Cette lettre cache une volonté d'intoxication. Les auteurs n'ont pas osé l'écrire à la main pour qu'il n'y ait aucune contestation de ma part car les graphologues les aurait démasqués. Tous les propos qui y sont colportés ne sont que des tissus de mensonges sont en contradiction avec ce que j'ai déjà dit. Si j'avais avoué les faits qui m'étaient reprochés, comment aurais-je été acquitté? Y a-t-il un aveu dans une affaire de détournement de fonds militaires passible d'un emprisonnement de 5 à 20 ans sans que cela soit sanctionné par un procès verbal signé ? S'il y avait autant de preuves accablantes à mon égard, aurais-je soudoyé les trois juges et le greffier pour être acquitté, être réintégré dans l'armée et aussitôt recevoir une promotion ?
3. Et de parler de cas psychiatrique à mon égard, quel comble! Tout ce déploiement du gouvernement, des ambassades et du président lui-même dans les médias, rien que pour un malade mental! Si je suis un malade mental, comme cela a été écrit, pourquoi doivent-ils répondre à un malade mental ? Doivent-ils salir ce pseudo malade mental pour se laver des accusations de massacres de Tutsi et Hutu et de déclenchement du génocide? Un malade mental serait-il en mesure de donner autant de preuves que celles que je suis en train de donner aux Rwandais et à la communauté internationale ?
4. Les gens doivent savoir que toutes les dictatures qui règnent par la force et la terreur ont toujours sous la main des dossiers bidons pour accabler, le jour venu, toute personne indésirable pour le mettre en prison ou s'en débarrasser. Il est d'autant plus facile pour un militaire dont ils disposent de toute son identification.

5. Une autre personne qui est mise en cause, Kalisa Dominique, je le connais au moment où il était soldat. C'est lui qui serait monté au créneau pour me dénoncer et raconter comment j'avais détourné de l'argent. Il aurait été mon adjoint, responsable des salaires dans mon unité! Le "DMI" peut trouver des milliers de gens pour me charger, mais je n'ai aucune crainte, parce que la vérité finira par triompher. Je n'ai jamais eu comme adjoint un nommé Kalisa, on pourrait raconter des mensonges aux civils qui ne connaissent pas l'armée. Le « paymaster » n'est pas l'adjoint de l'officier chargé de l'administration. Par contre je me rappelle que j'ai fait arrêter ce militaire pour une affaire de trahison. Il percevait de 50.000 FRW à 200.000 FRW pour faire effacer des noms de militaires des ordinateurs de l'état-major comme étant décédés, déserteurs, ou démis de l'armée. Il le faisait avec des formulaires établis par les supérieurs de l'unité dont je fais partie, formulaires auxquels il apposait une imitation de ma signature, celle de l'officier chargé des archives de l'armée ainsi que celle du commandant de bataillon. Pour moi c'était une faute grave car si je ne l'avais pas signalé, j'aurais été accusé de complicité. Ce soldat Kalisa Dominique a été reconnu coupable en première instance et il a lui-même avoué et été condamné à 5 ans de prison. Sa peine a ensuite été revue à la baisse suite à ses aveux et sa demande de pardon. Après avoir purgé trois ans, il bénéficia d'une libération conditionnelle. Il n'a jamais fait appel. Que la copie de son jugement soit rendue publique. Et maintenant tout un pays est en train de solliciter le brave soldat pour voler au secours du président Kagame. C'est triste et honteux. Et au fait, quel rapport y a-t-il avec l'attentat contre l'avion présidentiel? Les questions des massacres de populations commis par le FPR/APR devront-ils être expliqués par le soldat Kalisa Dominique (il est possible qu'il ait reçu une promotion) ?

2. Je n'ai jamais eu des problèmes, dit-on, liés au retour du roi. Il faut arrêter le mensonge. Paul Kagame lui-même a déclaré qu'il allait écraser tous ceux qui soutiennent le retour du roi. Je ne sais pas comment j'aurai pu attendre d'être tué comme Paul Kagame l'a déclaré, alors que j'étais informé, preuves à l'appui, avec des renseignements tirés de mes amis et de mes frères du DMI avec qui j'ai travaillé, que j'étais sur la liste des personnes qualifiées de « Negative force », les opposants de premier plan à éliminer le plus rapidement possible. Je connais très bien Kagame, il est parmi les rares personnes qui n'ont pas froid aux yeux lorsqu'il s'agit de verser le sang, ils y prennent infiniment du plaisir. Si l'on est informé que l'on va être assassiné, par des meurtriers désignés dont vous connaissez les noms, on ne peut

rester là sans réagir, surtout lorsque l'on connaît les techniques lentes de mise à mort. Toute personne qui souhaite connaître la vérité sur le problème que j'ai connu au Rwanda lié au retour du roi, peut lui téléphoner car il peut le confirmer.

3. Prétendre que tous les témoignages relèvent du négationnisme ou de la manipulation de la part de la France qui veut cacher son rôle dans le génocide, est un pur mensonge. Si cela était vrai, Kagame ne peut pas prétendre haïr les Français plus que moi. En tant que militaire de l'APR et membre du FPR, je suis un ennemi de la France, car c'est elle qui a fait perdurer la guerre jusqu'à 3 ans et demi en donnant de l'aide au gouvernement Habyarimana. Ce sont eux qui ont pu nous contenir, qui ont pu trouver des armes lourdes qui nous empêchaient de marcher sur Kigali très rapidement comme nous l'avions prévu. Cela a été fait au niveau des conseils militaires, en lui apprenant comment contenir une guerre, cela était pour nous un obstacle. Cela nous empêchait de dormir, moi et mes camarades, ce sont les Français, devenus amis de Habyarimana et de son entourage, qui ont fait que je sois orphelin, car les membres de ma famille ont été tués pendant le génocide. Comment donc puis-je être manipulé par des gens qui sont mes ennemis, pour nier le génocide qui a emporté les tous les membres de ma famille. Ce n'est pas un secret pour personne, je suis de Bugesera. Que ceux qui doutent se rendent dans mon village et me disent si dans ma famille il reste âme qui vive. A quel prix puis-je donc oublier la mort de mon père, ma mère, mes six frères et sœurs ainsi que mes autres membres de la famille ? Quel génie peut inventer une histoire pareille ? Ce que je raconte est authentique. Je ne peux pas imposer ma version, les enquêteurs peuvent aller sur le terrain faire des enquêtes approfondies, si ce que je raconte n'est pas vrai, que je sois traduit en justice pour diffamation envers le chef de l'état. Je réaffirme que je ne suis pas manipulé par la France pour ses intérêts de négationnisme ou pour cacher ses responsabilités dans le génocide. Je réfute avec énergie que ce génocide ait été planifié, mais qu'il a été mis en exécution par les Rwandais eux-mêmes. Kagame appelle cela du révisionnisme tout en sachant que c'est lui qui a déclenché ce génocide, et qui l'a rendu possible.

4. Le comble des mensonges est que personne n'a jamais révélé auparavant aux Rwandais mon identité, pour avoir été condamné pour détournement des fonds publics, et c'est maintenant trois ans après ma fuite après avoir échappé à des attentats, que toutes les hautes instances du pays se lèvent comme un seul homme pour mettre sur la place publique un procès à huis-clos, où j'ai été condamné par contumace pour le simple fait que j'ai été cité parmi les personnes ayant accepté de témoigner contre le président Kagame.

Tout ce que je peux rappeler pour rectifier ce qui se dit sur moi, c'est que j'ai quitté l'Ouganda puisque ma sécurité n'était plus assurée dans ce pays. Même quand j'étais à Kigali ou dans les stages de formation, une équipe de personnes chargées de mon élimination physique avait été mise sur pied. Elle était composée entre autres des personnes suivantes: Capitaine Silas Udahemuka, chef des services de renseignement de la Garde Républicaine (Republican Guard), Capitaine Majyambere (expert dans l'art de tuer) qui fut par la suite muté dans l'unité NINJA, actuellement commandant d'un bataillon du RPA, Capitaine Kabera du DMI, et plusieurs autres que je ne pouvais pas identifier au Centre de Formation Militaire (Rwanda Military Academy-RMA) à Gako. Dans la ville de Kigali, j'ai échappé à plusieurs complots commandités par des gens comme le Colonel Jack Nziza (Chef du DMI), Major Gacinya Rugumya du « Special Intelligence Branch ». Les officiers chargés de l'exécution étaient le Capitaine Karangwa et WO2 Abbassi (des tueurs hors du commun du DMI), avec d'autres militaires du « Republican Guard » que je craignais le plus puisque je ne les connaissais pas tous.

En Ouganda, j'étais une cible sans aucune protection, susceptible d'être assassiné d'un moment à l'autre. En 2001 et 2002 plusieurs réunions des services de sécurité ont été tenues pour analyser le comportement de chaque officier exilé, sur ce qu'il disait, le pays qui l'a accueilli et les conséquences de ses déclarations sur le pouvoir en place au Rwanda. Ces réunions étaient dirigées par le Général Charles Kayonga assisté des chefs de services de renseignement: Colonel Jack Nziza, Colonels Patrick Karegeya et Gacinya Rugumya, et de quelques commandants de Brigades tels que Colonel Mubarak Muganga.

Les dernières décisions qui ont été prises sont que certains d'entre nous devaient être liquidés en Ouganda même: Ce n'est un secret pour personne que Kagame a soudoyé les services d'un chauffeur du CMI ougandais pour la liquidation du Major Furuma. Il avait promis de donner à ce chauffeur une récompense de 7000 \$, il a été démasqué après avoir touché une avance de 3000 \$ seulement. Le complot était similaire pour les cas du Capitaine Frank Tega et du Major Frank Bizimungu. En ce qui me concerne, mon dossier leur était très compliqué: je n'avais pas sollicité de statut de réfugié et ils disaient que je disposais de plusieurs contacts dans les autorités ougandaises, que j'étais en relation avec plusieurs ambassades, que je travaillais avec les partis politiques d'opposition, que je suis en contacts avec les Interahamwe du Congo, que je faisais partie de ceux qui projetaient d'attaquer le Rwanda en se faisant aider par les Hema d'Ituri, que je suis toujours en relation avec le Mwami Kigeli, que bref j'étais un individu dangereux et qu'ils se demandaient d'où je tire les fonds me permettant de réaliser tout cela. J'ai déménagé plus de 8 fois à Kampala, j'ai changé mon numéro de téléphone 6

fois, j'ai changé mon adresse e-mail 10 fois, tout ceci pour essayer d'échapper à leur vigilance. Chaque fois je changeais mon téléphone suite à un appel de Jack Nziza qui me disait que si même je ne souhaitais pas rentrer, qu'au moins je ne sois pas comme les opposants Hutus (Ibipinga) qui dévoilaient les secrets du régime. Quand ce n'était pas lui, c'était un des gardes du corps de Kabarebe ou un autre militaire dont j'ignore d'où il se procurait mon numéro de téléphone.

Dans toutes les réunions de la Commission militaire Ouganda-Rwanda chargée d'étudier la résolution des conflits entre les deux pays, le Général Kayonga demandait au Colonel Mayombo, qui dirigeait les services de renseignement ougandais, pourquoi tous les autres officiers leur étaient montrés alors que j'étais maintenu au secret. Le colonel Mayombo lui répondait qu'il ne m'avait jamais vu et que peut être je ne vivais pas en Ouganda. Et effectivement je n'ai jamais rencontré le Colonel Mayombo. Toutes ces inquiétudes sur ma personne ont été à l'origine d'une réunion extraordinaire pour étudier mon seul cas et la décision suivante fut prise: Il faut chercher la façon de me ramener de gré dans le pays et, au cas où ça ne réussissait pas, utiliser les techniques d'enlèvement. Si ces deux moyens se révélaient irréalisables, il fallait m'éliminer pour m'empêcher de révéler plus tard tout ce que je connais.

Après plusieurs appels téléphoniques, après les visites de plusieurs émissaires envoyés pour m'inviter à regagner mes fonctions dans un régime criminel, un ordre a été donné de me kidnapper ou de m'assassiner en Ouganda. Cette horrible besogne fut confiée aux colonels Jack Nziza et Gacinya Rugumya qui créèrent une importante unité de "network" pour mettre en place un guet-apens mortel de sorte qu'il était prévu que je sois arrêté par des policiers, ou ceux qui auront revêtu un uniforme de policiers locaux, fidèles aux officiers exilés au Rwanda en relation avec le Col Cyiza Besigye et le Col Mande ou le Lieutenant Kyakabale, parce qu'ils avaient des relations dans l'armée, la police etc. La consigne était de m'arrêter, de m'endormir et de me transférer au Rwanda enfermé dans le coffre d'une voiture. Les militaires en provenance du Rwanda et qui étaient chargés de cette opération sont:

- Hodari, époux de Christine Umutoni, elle-même Ambassadrice du Rwanda en Ouganda,
- le lieutenant Gérard Mbanda, ex rapporteur de Radio-Rwanda dans la préfecture de Butare,
- un lieutenant prénommé Frank, du DMI,
- capitaine Spéciose Mutamba, experte dans l'utilisation des prostituées et d'autres jeunes filles dans le renseignement et l'élimination physique des opposant vivant à l'extérieur du Rwanda par le poison, l'arme à feu ou le kidnapping,

- d'autres commandos spécialisés dans l'élimination, le kidnapping et faire disparaître des personnes.

Le coût de cette opération sur ma seule personne était évalué à près de 8000 \$. Ceci m'avait été révélé par mon indicateur qui travaillait au bureau du colonel Jack Nziza. Ce montant consistait en frais de corruption de la police ougandaise, la location des véhicules pour l'opération, les frais de séjour des membres de la mission dans les hôtels. Ils étaient munis des appareils et autres scanners achetés en Afrique du Sud et utilisés dans le repérage des fréquences pour intercepter facilement mes communications téléphoniques. Il est même arrivé que ma voix soit transférée dans les ordinateurs du MTN pour qu'ils puissent m'enregistrer ainsi que mon correspondant au téléphone. Je dois dire que je l'ai échappé belle puisque l'Etat investi des frais importants pour me supprimer.

Considérant le mensonge utilisé par le col Mubarak Muganga pour emmener le capitaine David Sabune en prétendant que son cas avait été étudié après avoir été injustement traité et que la décision avait été prise de le réintégrer dans son bataillon où il devait profiter d'une promotion, qu'il en avait été convaincu et qu'en traversant la frontière il a été ligoté les mains et les pieds et liquidé sous l'effet de la torture,

Considérant le professionnalisme utilisé dans l'enlèvement du sous-lieutenant Védaste Ngarambe qui fut livré avec la complicité de son demi-frère Paul Muvunyi;

Considérant la façon dont Sendashonga et le colonel Lizinde ont été exécutés à Nairobi alors qu'aucune de ces personnes ne détenait l'équivalent de mes secrets;

J'en ai conclu que je devais être assassiné aussi en Ouganda.

C'est à partir de ce moment là que j'ai décidé de m'exiler plus loin. Je ne me suis pas réfugié en France comme cela a été diffusé au Rwanda, je n'ai pas regagné les rangs des Interahamwe au Congo comme cela été raconté aussi, j'ai demandé l'asile politique en Norvège. Ce qui ne veut pas dire que je suis obligé d'y passer tout mon temps ni y vivre pour de bon.

Les déclarations selon lesquelles la France est en train de récupérer les Tutsi ex-militaires du FPR sont sans aucun fondement.

5. Aucun témoignage de militaire déserteur n'a aucune validité, dit-on, comme ceux des gens qui sont ramassés dans la rue, parce que ce qui se dit sont des racontars mis bout à bout sans aucun fondement. Je pose la question: qui ignore la répression exercée par Kagame pour oser témoigner en se trouvant au Rwanda, au sein de son armée, et espérer passer un seul jour en vie? Et même si les gens témoignent parce qu'ils se trouvent en sécurité en exil, pourquoi

doit-on toujours dire que ce sont des témoignages de criminels qui ont fui la justice pour mettre leur crédibilité en cause? Pourquoi Kagame et ses services ne saisissent pas des tribunaux impartiaux pour qu'ils se défendent publiquement si ce qui est dit n'a pas de fondement ? Prétendre que nous sommes ramassés dans la rue constitue une insulte grave. C'est même regrettable que ces mots sortent de la bouche d'un Chef d'Etat. Il sait bien lui-même que les officiers ne se font pas ramasser dans la nature. Les ex-ministres, les ex-dirigeants du pays ne se font pas ramasser dans la nature, nous ne sommes pas des enfants de la rue, et encore nous ne vivons pas en France pour prétendre que nous travaillons pour ce pays.

NB: Pour terminer, je reconnais que la seule faute que j'ai commise pour Kagame est d'avoir quitté son armée. Je dis bien pour Kagame puisque pour moi il ne s'agit pas du tout d'une faute puisque je n'ai jamais signé un contrat stipulant que l'APR seule se réserve le droit de rompre quand bon lui semblera. J'ai pris le chemin de l'exil alors que l'armée n'avait pas de statut spécifique. Nous travaillions comme des forçats, des journaliers. La peine retenue contre moi après ma fuite du Rwanda, n'a aucun rapport avec le fait que j'ai déserté.

Pour me résumer, ce que je peux dire à tous les Rwandais et à la communauté internationale c'est que nous continuerons à dénoncer les crimes commis par Kagame. Il ne s'agit pas seulement de l'attentat contre l'avion présidentiel, c'est tous les crimes par lui-même et ses services de renseignement et certains des militaires à l'encontre de la population. Je mettrai tout à la connaissance du public, chaque fois que j'en aurai les moyens. Je ne considère pas, comme d'aucuns osent le croire, que le seul fait d'avoir abattu l'avion du Président Habyarimana a été suffisant pour déclencher le génocide. Je considère plutôt qu'il s'agit d'une série d'attitudes qui ont alimenté l'histoire du pays et les esprits des Rwandais. Tout ceci a été soufflé et embrasé par la guerre déclenchée par le FPR et le régime de Habyarimana. La succession et l'accumulation de tous ces événements du passé ont débordé le vase le 06-04-1994 avec l'attentat contre l'avion, la catastrophe s'est ainsi abattue sur le Rwanda. Les massacres des Hutus et des Tutsis sont des crimes, que ce soit fait par l'Etat ou par le FPR. Nous militerons pour que, tôt ou tard, les responsables de ces crimes soient poursuivis et punis devant la justice. Je demande à mes compagnons d'un peu partout d'oser témoigner de tout ce que nous avons vu et entendu. Nous avons été formés pour travailler dans le secret et je sais que plusieurs parmi nous collaborent à ce sujet. Mais j'exhorte ceux qui dorment encore à se réveiller. Nous ne devons pas continuer à dormir dans le sang de nos parents et amis. Un proverbe kinyarwanda dit *Ngo uhishira umurozi akakumara ku bibondo* « quand tu

ne dénonce pas un criminel, il finit par exterminer ta descendance ». Nous avons longtemps gardé le secret pour un homme (Kagame) et voici qu'il ne cesse d'éliminer les nôtres, depuis 1990 jusqu'à présent. La mise à mort à la douille d'une houe usagée qui n'est plus pratiquée pour tuer les cochons est utilisée pour tuer les opposants Tutsi et les Hutu qui n'acceptent pas d'être des instruments de Paul Kagame. Nous avons la tâche de révéler tous cela à l'opinion publique internationale puisque nous possédons toutes les preuves.

Je vous remercie.

RUZIBIZA A. JOSUE

(Sé)

Texte original : Kinyarwanda

Traduction française : AVICA7 asbl (avica@tiscali)

BP 33 Grand Place

1348 Louvain-La-Neuve

Belgique

Avril 2004

Traduction approuvée par l'auteur

NOTES:

1. Il y avait deux Karangwa, frères de sang. Les deux étaient au niveau supérieur de commandement militaire.
2. Commanding Officer.
3. Presidential Protection Unit.
4. Afande est un mot turc d'origine arabe signifiant « Seigneur » (comme les Seigneurs du Moyen-Age).
5. Le terme « Ibipinga » vient du mot swahili « Vipingamizi »=les obstacles. Ce sont ceux qui constituent des obstacles aux projets du FPR.
6. Nom d'une Centre de négoce se trouvant à environs 43 km de Kigali.
7. Assistance aux Victimes des Conflits en Afrique Centrale.